



**les bandes armées
du pouvoir**

.1.

S.A.C.



05 AVR 2016

...ur vient à p

La campagne « musclée » de la majorité, l'apparition centrale d'un Front National regroupant une partie des forces fascistes françaises, l'utilisation par les « réformateurs » (IJSS à Toulouse) du service d'ordre d'Ordre Nouveau, le développement d'un syndicat fascisant dans la police, l'anti-communisme primaire et virulent de tous les politiciens bourgeois, mettent à l'ordre du jour la publication d'une brochure sur les bandes armées du pouvoir. Ce d'autant plus qu'une victoire de l'Union de la Gauche, ou qu'une défaite même relative de la majorité, ouvrirait une période de tension où l'utilisation à grande échelle des bandes armées par le pouvoir cesserait d'être une éventuelle menace pour devenir une préoccupante réalité. SAC, CDR, CFT et nervis fascistes — quels que soient les choix de la bourgeoisie — tenteront de prendre le devant de la scène politique, après avoir alimenté pendant des années la rubrique des faits divers. Leur diversité, leur faiblesse relative, leur incohérence actuelles ne doivent pas faire oublier leur but commun : la destruction du mouvement ouvrier organisé. Et doivent déterminer l'attitude à leur égard. Les combats de front est une nécessité de tous les instants et pour cela il importe déjà de les connaître.

Les deux fascicules rédigés par la Ligue Communiste — I. Un Etat fort de la faiblesse de ses ennemis ; — II. La peste brune) ne constituent pas une étude exhaustive de la question ; ils donnent des chiffres, des noms, des dates, expliquent des liaisons, démontent des processus. Comme l'insurrection d'octobre 17 permet de mettre à jour pour la première fois les archives de la police secrète russe, seule la révolution socialiste permettra de révéler pleinement la nature de tous les groupes parallèles et officieux qui mangent au ratelier de l'Etat capitaliste, qui assument ses basses besognes, et avec qui sont compromis la plupart des dirigeants de la république bourgeoise.

un état fort des faiblesses de ses ennemis

Depuis que le capitalisme règne, la bourgeoisie n'a toujours eu qu'un seul et même but : satisfaire son désir sans cesse grandissant d'accroître et d'élargir ses profits. Pour ce faire, un seul moyen, universellement employé : l'exploitation la plus féroce possible de la classe ouvrière. Cela signifie concrètement que pour la bourgeoisie, les structures de domination de l'Etat sont avant tout affaire de circonstances. En aucun cas on ne peut considérer la démocratie classique, la république parlementaire comme des institutions de principe pour le capitalisme : tous les expédients sont bons pour maintenir sa domination économique, politique, idéologique, pour arriver à l'exploitation la plus rentable de la classe ouvrière, compte tenu des conditions historiques, sociales, économiques et politiques du pays concerné.

Cela apparait sans fard en ce qui concerne les dictatures militaires ou le fascisme qui est la réponse politique que n'hésite pas à apporter une bourgeoisie acculée lorsque, dans certaines conditions, la radicalisation du mouvement ouvrier peut porter un préjudice considérable voire fatal à ses sacro-saints profits. Mais, couramment, la bourgeoisie emploie, et elle y a tout intérêt, une violence feutrée, sélective, qui ne remet pas en cause le mythe de la neutralité de l'appareil de domination politique qu'est l'Etat. Lorsqu'elle en a les moyens politiques et financiers ce n'est pas elle qui recule devant les tentatives d'intégration du prolétariat, devant la trahison des directions des organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière. Mais si, dans une telle perspective l'accent est mis d'abord sur l'encadrement idéologique, cela ne signifie certes pas que son pendant policier est négligeable, voire inutile. Bien au

contraire, s'il est discret, il n'en doit pas moins demeurer réel, capable de toute la fermeté nécessaire en cas de débordement de ceux qui ne voudraient plus jouer le jeu. C'est là la garantie de l'efficacité de l'effort idéologique et financier accompli.

Les moyens et expédients utilisés alors se résument toujours en dernière analyse à la violence minoritaire, plus ou moins camouflée, des exploités envers la masse des exploités. Et à ce propos, l'exemple français est instructif à plus d'un titre.

En effet, l'histoire des luttes de classes y est l'une des plus riches, grâce à une longue tradition révolutionnaire (1789, 1848, 1871, 1936, 1968), une haute combativité du prolétariat et l'existence depuis une cinquantaine d'années de l'un des rares PC de masse du monde occidental. Bref, la France est un pays « riche en traditions démocratiques ». La conséquence en est une bourgeoisie rendue faible et débile par la menace dans laquelle elle a vécu en permanence, et qui n'a dû son salut qu'à deux éléments :

— en premier lieu, les trahisons répétées des directions réformistes social-démocrates (SFIO) puis stalinienne qui enserrant le prolétariat de mille liens, l'absence d'une direction révolutionnaire capable de transformer une crise révolutionnaire en situation révolutionnaire ;

— en second lieu, la forme de domination politique de la bourgeoisie au travers de l'Etat, de ses institutions, des alliances avec les couches petites bourgeoises face à l'ennemi commun que représente la classe ouvrière.

Il a fallu en effet à la bourgeoisie française finasser et ruser sans cesse. Et aujourd'hui, cela est plus que jamais d'actualité. Car le gaullisme, s'il est ce régime qui a permis les mutations économiques nécessaires, est aussi le régime où le grand capital a résolu de se passer de ses alliés politiques : les couches retardataires de la bourgeoisie qui devenaient trop encombrantes dans le contexte international d'exacerbation de la concurrence. Car le gaullisme, s'il est Etat fort, est avant tout régime où l'Etat est fort des faiblesses de ses ennemis. La crise de Mai 68 l'a bien montré. Jouant sur l'inconséquence des directions traditionnelles du mouvement ouvrier, la bourgeoisie française applique une tactique d'intégration répression, de bâton et de carotte. Mais si pour intégrer il faut savoir utiliser les lignes politiques erronées et capitulardes des réformistes et savoir taper du poing sur la table, pour faire pression et réprimer, il est nécessaire d'avoir et de développer les instruments adéquats ; d'autant que l'hégémonie de la direction stalinienne est de plus en plus remise en cause par le développement de l'influence des révolutionnaires. La répression, il faut savoir en jouer avec habileté. Cela signifie d'abord savoir doser son intensité, son étendue. Cela signifie ensuite savoir par qui la faire assumer directement : il est en effet des cas où, vu le rapport de forces, vu la situation, il n'est pas possible d'en faire endosser la responsabilité à un Etat qui jetterait trop clairement son masque. Cela impose à la bourgeoisie de posséder toute une panoplie d'instruments sur lesquels elle peut jouer, depuis les plus officiels, armée, police, jusqu'aux plus inavouables,

bandes parallèles, groupes fascistes, milices patronales, « syndicats » type CFT...

Pour comprendre où nous en sommes aujourd'hui, à quel ennemi précisément nous nous heurtons, pour saisir la trajectoire des supplétifs des forces de répression officielles aussi diversifiées que les groupes fascistes, les nervis type CDR et SAC directement liés à l'Etat, la CFT... Il n'est pas inutile de voir comment la bourgeoisie a pu monnayer et utiliser les diverses notes de son clavier répressif en fonction de ses marges de manœuvre, de la vigueur des luttes sociales, des inconséquences des directions ouvrières, de ses impératifs économiques et politiques.

1944 - 1946

Au moment de la libération et de l'immédiat après-guerre, la première tâche que s'assigne la bourgeoisie française unanime est de liquider tous les éléments de double pouvoir (FTP, milices patriotiques...) issus de cinq années de lutte armée anti-nazie. C'est que ces éléments, étant donné la décomposition avancée du pouvoir central et de ses forces de répression, sont gros d'un mouvement révolutionnaire. La bourgeoisie passe cependant ce cap délicat. Cela tient d'abord à l'aide décisive du PCF qui, contre des strapontins au gouvernement :

— *désarme ses propres militants* : Thorez affirme que « la sécurité publique doit être assurée par les forces régulières de police constituées à cet effet. Les gardes civiques et d'une façon générale tous les groupes armés irrégulièrement, ne doivent pas être maintenus plus longtemps... Un seul Etat, une seule police, une seule armée ».

— *remet l'économie capitaliste en marche* : c'est l'époque où le Parti lance les mots d'ordre de « produire d'abord, revendiquez ensuite », « un seul devoir : produire c'est aujourd'hui la forme la plus élevée du devoir de classe, du devoir de Français ! », « la grève est l'arme des trusts ». C'est ce qu'admet d'ailleurs très « sportivement » la bourgeoisie : « il faut bien reconnaître que la rude discipline du Parti Communiste et ses appels à la production ont permis de maintenir jusqu'à présent l'ordre social », (le Monde, 30.8.46).

Cela tient ensuite au prestige de de Gaulle que le PCF a contribué à assurer par sa politique pendant la guerre. Le général d'ailleurs ne craindra pas d'expliquer ouvertement dans ses « Mémoires » comment il a pu « sauver » la France d'une révolution socialiste en acceptant d'intégrer des ministres communistes dans son gouvernement : « dès lors qu'au lieu de la révolution les communistes prennent pour but la prépondérance dans un régime parlementaire, la société court moins de risques ».



« Un seul Etat, une seule armée, une seule police... » (Thorez):
cela donne le gouvernement tripartite gaullistes-MRP-PCF...

Au travers de cet exemple, nous voyons comment la bourgeoisie est prête à faire confiance à l'un de ses représentants dans une expérience bien périlleuse, quand il s'avère qu'elle n'a pas d'autre solution de rechange pour remettre le prolétariat « à sa place », que d'utiliser les contradictions et l'inconséquence de ses directions.

Dans les circonstances de cette époque, sauver tant bien que mal son pouvoir en attendant des jours meilleurs représente tout ce à quoi peut prétendre la bourgeoisie française. Aussi, dans le même temps, elle n'hésite pas à saborder le Parti Républicain de la Liberté (PRL), partisan d'une répression frontale contre un mouvement ouvrier encore trop arrogant parce que conscient de sa force organisée et armée. Le PRL regroupe toute l'opposition de droite ouvertement et traditionnellement réactionnaire. C'est le bouillon de culture idéal pour tous les éléments fascistes ou assimilés ayant passé au travers ou rescapés de l'épuration. Ceux-ci en effet ne peuvent encore, sans se heurter à une vive riposte des masses, apparaître en tant que tels.

quelques dirigeants du PRL

A. Mutter : actif militant du PSF de la Rocque, après un passage dans la résistance, il se retrouve en 1944 membre du Conseil National de la Résistance et ardent défenseur des pétainistes, rédacteur de « Paroles Françaises » avec P. B. Outang et Allot dit F. Brigneau.

Frédéric-Dupont : très lié aux Jeunesses Patriotes, groupe fasciste dissous en 1935 en tant que ligue armée. Député, il vote les pleins pouvoirs à Pétain puis passe à la résistance. A la libération, il devient membre du PRL puis passe au RPF. Plus tard il s'inscrit dans un groupe intitulé « Les Amis de R. Brasillach ». C'est un farouche partisan de l'Algérie française et il participe

à la « Caravane de l'Algérie française » organisée en 1957 par le « Front National des Combattants » de Le Pen et Demarquêt ; il est membre du « Front National pour l'Algérie Française » avec Brigneau, rédacteur en chef à Minute, responsable d'Ordre Nouveau, Tixier-Vignancourt et le Pen.

P. Hénault : ancien Croix de Feu et membre du PSF de La Rocque.

G. Riord : rédacteur à « France, revue de l'Etat Nouveau », de G. Jeantet en 1941, secrétaire général adjoint de la « Légion Française des Combattants », délégué national à l'Action Civique à Vichy de 1940 à 1942.

Au contraire, la bourgeoisie met en avant le Mouvement Républicain Populaire (MRP) issu de la Résistance, qui affecte des tendances sociales, accepte les nationalisations et, surtout, représente le seul moyen d'endiguer la poussée populaire en étant prêt à participer à un gouvernement avec le PCF. Cette étroite marge de manœuvre dont peut disposer alors la bourgeoisie explique aussi le départ du général sauveur. Aux yeux de ses mandants, il a certes rempli sa tâche principale : remettre sur pied l'Etat capitaliste. Mais par contre, la bourgeoisie n'est pas prête à accepter ses projets personnels de mise sur pied d'un Etat fort, clairement exposés dans le discours de Bayeux en Juin 1946 et au travers duquel apparaît en filigrane la Constitution de 1958. Elle est en effet encore obligée, pour un temps, de s'appuyer sur la petite et moyenne bourgeoisie au travers d'un parlementarisme désuet pour faire face à la menace que représente le mouvement ouvrier.

1947 - 1954

Dès 1947 apparaissent les premières escarmouches de la « guerre froide » qui va marquer tous les rapports internationaux jusqu'en 1954, année des « accords de Genève ». Sur le plan intérieur, son Etat reconstruit, la bourgeoisie peut se permettre de s'orienter délibérément vers un fléchissement à droite de sa politique qui concrétise le nouveau rapport de force entre les classes. Il se marque par le rejet dans l'opposition dès 1947 du PCF et en 1951 de la SFIO qui avait pourtant encore donné plus que des garanties tant en ce qui concerne la répression anti-ouvrière qu'en ce qui concerne l'aventure coloniale.

Dès 1947-1948, la classe ouvrière subit une importante défaite. La grande vague revendicative échoue devant les mitraillettes et les chiens du très « socialiste » J.Moch.

Le PCF se trouve relativement isolé : anti-communisme de la SFIO, scission syndicale de FO à l'instigation de la CIA par l'intermédiaire des syndicats américains farouchement anti-communistes.

FO ce qu'il faut

La création et le lancement de FO s'intègrent dans toute une série de mesures prises pour :

- sur le plan intérieur, isoler le PCF,
- sur le plan international, renforcer les positions impérialistes.

A.— Plan intérieur

Dès avant que la scission ne soit officiellement consommée en décembre 1947, FO acquiert ce caractère de collaboration de classe jaunissant qui la caractérise aujourd'hui. Lors des grèves de novembre 1947, la « tendance, » FO de la CGT recommande la reprise immédiate du travail et ses militants concluent localement des accords avec les syndicats chrétiens et autonomes pour faire respecter la « liberté du travail » chère à la bourgeoisie. Et c'est précisément au nom de cette « liberté du travail » des briseurs de grève que Jules Moch lance ses troupes sur les grévistes, aidé directement par FO : « Mais Jules Moch ne comptait pas seulement sur ses interventions personnelles pour contrer le mouvement de grève. Les militants de la tendance minoritaire FO de la CGT maintenaient un contact permanent avec tous les ministres socialistes et notamment avec J. Moch et D. Mayer, ministre du travail... Les syndicalistes FO, qui s'employaient beaucoup à lutter contre une grève qu'ils désavouaient, fournissaient régulièrement des renseignements sur le niveau de combativité des corporations touchées, sur l'implantation de la CGT comme sur ses points faibles ».

Par la voix de Léon Blum et au nom d'une mythique 3ème force, la SFIO appuie au maximum la tentative de FO dans son organe « Le Populaire » : « le devoir du Parti Socialiste est d'appuyer de toutes ses forces le mouvement scissionniste de FO. Il faut détacher les travailleurs de la TYRANNIE absurde et intolérable du communisme. C'est la tâche vitale ».

Cependant, les diviseurs social-démocrates ne rencontrent pas le succès escompté auprès d'une classe ouvrière attachée à juste titre à l'unité qui fait sa force. Ainsi, pour grossir leurs maigres troupes, les dirigeants de FO concluent-ils des accords de fusion avec les autonomes dont un leader entre au bureau de FO. A. Bouzanquet va même dans le journal gaullisant « Ce Matin » jusqu'à regretter, au nom de la reconstitution d'un véritable syndicalisme apolitique, que l'entrevue ne soit pas réalisée avec le groupe fascisant « Travail et Liberté ».

Portée sur les fonds baptismaux par Jules Moch et les ministres socialistes, FO fait honneur à ses parrains. Lors des grèves de l'automne 48 alors que le gouvernement assassine des travailleurs, FO s'abstient « en toute liberté » de prendre position sur les crimes du pouvoir. Mieux, le 25 octobre, lorsque le gouvernement décide l'occupation des mines, FO publie le communiqué suivant : la volonté délibérée du PC « d'asservir la classe ouvrière et la France » incite FO à demander « à tous les militants, à tous les syndiqués, à tous les travailleurs libres de se considérer en état d'alerte et de s'opposer par tous les moyens aux manœuvres communistes ». D'ailleurs, Jules Moch ne s'y trompe pas, ses premières troupes d'occupation, c'est contre les puits de la région de Valenciennes-Anzin qu'il les lance : « c'est le point faible du front adverse, les syndicalistes de FO y disposent d'une influence non négligeable ». Là encore, leur victoire, c'est la défaite de la classe ouvrière au nom de l'anti-communisme.

B.— Plan international

Cette scission de la CGT s'intègre dans une stratégie internationale d'affaiblissement du mouvement ouvrier. Des manœuvres similaires ont lieu

en Italie, Belgique et Grande-Bretagne où le leader travailliste Morgan Philipps appelle les TUC à « lancer une grande campagne contre les intrigues et les infiltrations (communistes) à l'intérieur du mouvement travailliste ». La concrétisation de cette campagne est la scission de la FSM et la création de la CISL en 1949, dont FO, par l'intermédiaire de son secrétaire Bouzanquet, s'est faite le champion publiquement dans les colonnes du New York Herald Tribune. Cette CISL dominée par l'AFL-CIO se fera le porte-parole des intérêts de l'impérialisme US: Les prises de position de FO sur l'aide américaine au plan Marshall, sur l'agression nord-coréenne le montrent on ne peut plus clairement.

A ce point de vue, la campagne d'Irwing Brown, le délégué de l'American Federation of Labour (AFL) a été couronnée de succès. Il est vrai que ce syndicat, dirigé par le réactionnaire W. Green, n'a pas ménagé ses efforts. Il a affecté 1 million de dollars, soient 125 millions de francs 1948 (soient plus de 18 millions de francs 1972) à son « action extérieure » dont une bonne part a alimenté la caisse de ce qui devait être son plus beau fleuron : FO. C'est ce que révèle sans fards cet extrait du New York Times reproduit dans le très officiel « bulletin de presse américaine » (N° 101) où l'on peut lire qu'« on propose que les Etats-Unis abandonnent leur ancienne politique de non-intervention pour accorder une aide effective aux partis et aux organisations non communistes en France et en Italie. Par exemple, on propose que les Etats-Unis veillent à ce que les partis non communistes de ces deux pays obtiennent le papier et l'argent nécessaires pour mener des campagnes politiques intérieures efficaces et que les éléments socialistes de la CGT en France obtiennent l'appui dont ils ont besoin dans leur lutte contre les communistes ».

Cependant, la bourgeoisie n'a pas encore la force d'exploiter à fond son succès, c'est-à-dire de remplacer le tripartisme vacillant instauré en 1944 par un Etat fort seul capable d'assumer de façon conséquente les mutations nécessaires à la préservation des profits capitalistes. Le changement par rapport à la période précédente réside en ce que cette orientation politique de l'Etat Fort, si elle ne peut à fortiori être prise en charge directement par l'appareil d'Etat lui-même, n'en devient pas moins crédible aux yeux de sa fraction la plus dynamique. Celle-ci d'ailleurs n'hésite pas à appuyer financièrement le lancement du Rassemblement du Peuple Français (RPF) de De Gaulle en avril 1947.

financement du RPF

* Mise sur pied à cet effet en février 1947 de la « British and French Bank for Commerce and Industry » à l'initiative, en particulier, de la BNCI représentée au conseil d'administration par A. Pose (banque Morgan) et G. de Tarde (banque Lazard Frères).

* Une fois lancé, le RPF peut compter sur l'appui d'hommes d'affaires et de finances tels que :

Jonas : président du Crédit Lyonnais

Le Bon : président de l'Union des Banques

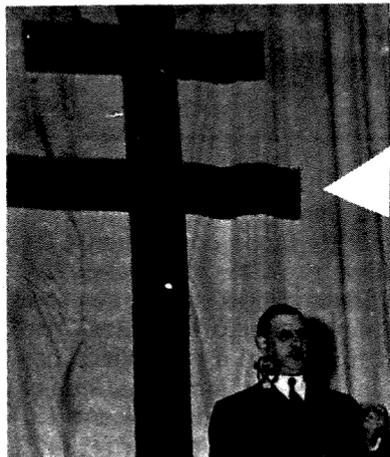
Diethelm : directeur de l'Urbaine

Boisdé : président du Bon Marché

Noël : administrateur d'Esso Standard, Rhône-Poulenc, la Compagnie Foncière de France

Pigozzi : directeur de Simca, dirigeant de la Fiat sous Mussolini
Dassault : aéronautique
Son trésorier général est J.Richemond dit A.Bozel dont le père fut vice-président du CNPF

Le RPF constitue pour toute une période le pôle quasi exclusif de l'opposition de droite et d'extrême-droite. Cela tient d'abord à sa crédibilité propre accentuée par la bipolarisation née de la guerre froide qui s'exerce en faveur des forces les plus conséquentes. Cela tient ensuite toujours à l'impossibilité pour les fascistes d'apparaître en tant que tels du fait de l'extrême sensibilité des masses sur ce problème. C'est ce dont ont pu se rendre compte, lors des législatives de 1951, les candidats des listes « Unité des Républicains » parmi lesquels Isorni, l'Amiral Decoux, Trochu, Loustanau-Lacau, Ybarnegar y. La forme, l'optique dans laquelle se construit le RPF imposent à l'extrême-droite, soit de se soumettre à ce projet, soit de végéter dans les salons.



NOUS SOMMES EN MARCHÉ
POUR PRENDRE LA PLACE
DE CEUX QUI NOUS GOU-
VERNENT, ET CES MANIFES-
TATIONS CESSERONT, CAR
BIENTOT NOUS AURONS
LES MOYENS DE LES FAIRE
CESSER.

(Chambéry, 19.9.48)

Avec le RPF, il s'agit de créer un rassemblement populaire et non un parti politique. Ce point est fondamental pour comprendre les rapports qu'a entretenus de Gaulle avec son mouvement : il s'agit fondamentalement pour lui de créer un groupe de pression à son service qui ne dispose d'aucune autonomie par rapport à lui. Cette compréhension est d'autant plus importante que les groupements gaullistes qui se sont succédés tout au long de la Vème République (qu'il s'agisse de l'UNR-UDT, de l'UD Vème ou de l'UDR), procèdent directement du RPF. Le seul point de différence notable entre eux est que si le RPF agit dans un régime de démocratie parlementaire, les mouvements postérieurs au 13 mai 1958 agiront dans un régime d'Etat fort issu d'une intervention armée, c'est-à-dire dans un régime où l'assemblée et à fortiori la majorité n'auront plus pour rôle de choisir le gouvernement, mais de le soutenir.

Avec le RPF, il s'agit aussi pour le général, et pendant un certain temps (jusqu'en 1949-1950) pour une partie significative de la bourgeoisie, de promouvoir une solution de rechange qui soit globale et non posée en termes de majorité parlementaire. Cela se traduit par l'action croissante de sa représentation politique qui n'a cessé d'agir en vue de discréditer le régime de la IVème, afin de hâter l'heure de la relève, laquelle est préparée dès le début par l'infiltration, le noyautage des services essentiels de l'Etat comme la police avec le très connu commissaire Dides secondé par l'ex-forçat C. Delarue (20 ans de travaux forcés pour collaboration, évadé du camp de Noé en septembre 1947) dans la lutte anti-communiste que dirige le préfet de police socialiste Baylot ; avec A. Dewavrin dit Passy, responsable du BCRA, de la DGER, puis du SDECE, accusé d'avoir mis de côté à Londres plus d'un milliard et demi de francs en dehors de tout compte ; avec Warin dit R. Wibot directeur de la DST de 1944 à 1958.

le commissaire Dides ...

Il entre dans la police en 1936 comme agent en uniforme.

Il devient inspecteur des RG en 1938.

Sous l'occupation, membre de la 5ème section des RG chargée de la répression des étrangers, c'est un collaborateur zélé de la Gestapo.

C'est le protégé de Rottée le directeur des RG de triste mémoire qui sera fusillé pour ses crimes à la Libération.

A la Libération, il est sauvé de la potence par l'intervention des services de renseignement US qui pensent faire en France avec Dides ce qu'ils ont fait en Allemagne de l'Ouest avec le général SS Gehlen : les USA ont reconstruit les réseaux de ce chef du service de renseignement nazi, connus pour leur anti-communisme. Le New-York Herald Tribune écrit à propos des rapports entre Dides et l'OSS que les « circonstances prouvent avec une forte évidence qu'il a été en rapport avec l'agence centrale de renseignements des Etats-Unis ». Par ailleurs, la veille de son arrestation, en septembre 1954, il rencontre longuement « un collègue américain attaché à l'ambassade des USA à Paris ».

Dès 1947, il adhère au RPF dont il sera exclu en 1952. A cette époque, il emmène avec lui, dans l'organisation fasciste « Paix et Liberté » du député Rad-Soc J.P. David, une fraction importante du SO RPF. Notamment, il est suivi par l'énorme majorité des nervis gaullistes du secteur-Est de Paris, dirigé par son ami H. Charlet.

Entre-temps, en 1949, il reprend contact avec des groupements plus ou moins clandestins d'inspiration vichyssoise.

Il fonde le « syndicat » indépendant de la police qui s'appuie sur les commissaires et inspecteurs limogés à la Libération pour collaboration notoire et qui s'étaient regroupés dans une association très officielle appelée « l'amicale des épurés ». Ils sont réengagés par le très socialiste préfet Baylot.

Avec Parsal et Dewez, c'est le « théoricien » de la CGSI ancêtre de la CFT de triste renommée. A son usage, il écrit des cours syndicaux farouchement et avant tout anti-communistes.

Il est à la base de la constitution des groupements d'anciens d'Indochine, participe à la GSUF (Groupeement de Sauve-garde de l'Union Française).

Le réseau d'amis du commissaire principal de la ville de Paris affecté au port de Gennevilliers :

— *Dietchy* : membre de « Paix et Liberté », du GSUF, de Jeune Nation des frères Sidos.

— *Emile Hugues* : Député radical-socialiste. Il lance avec J.P. David en avril 1950 une proposition de loi visant à mettre le PCF hors la loi. Il cache Baranès chez lui.

— *Martinaud-Deplat* : Radical-Socialiste. Ministre de l'Intérieur, il est le patron direct de Baylot et Dides

— *Gilbert Pradet dit Guy Vinatrel* : animateur avec Baylot de la « résistance anti-communiste » à l'intérieur de la franc-maçonnerie française ; fondateur de la revue anti-communiste « contacts littéraires et sociaux », collaborateur assidu à « Est et Ouest », les « Ecrits de Paix »

— *Baranès* : ancien secrétaire général de FO dont les appartenances à des réseaux de renseignements US furent mises en évidence lors de l'affaire des généraux. Il est « très au fait » des activités du groupe « Paix et Liberté ». Il affirme qu'il a agi dans les réseaux Dides « comme un marxiste patriote, resté au sein du parti communiste pour renseigner des réseaux anti-communistes ». Pendant plus de deux ans et demi, il touche un « salaire » de la préfecture.

— *Delarue* : né en 1913, ancien inspecteur des RG sous l'occupation, il est épuré et condamné à 18 ans de travaux forcés. Il s'évade du camp de Noé en 1947. Il part avec Dides aux USA grâce à un « vrai faux passeport » et un visa US au nom de Cartier, fournis par les services de Brune alors Ministre de l'Intérieur. C'est la cheville ouvrière des réseaux Dides et spécialement de leur service action. Il est installé par le Ministère de l'Intérieur et la Préfecture de Police dans les locaux de « Paix et Liberté » en 1951. C'est là, qu'une fois par mois en général se tient une réunion où participent J.P. David, Dides, Delarue, le Préfet Baylot, le directeur de la Sûreté Nationale et quelquefois un représentant de l'OTAN.

Le scandale de « l'affaire des fuites de la Défense Nationale » entraîne la radiation de Dides de la police. Dès lors, il passe à l'UDCA-UFF de Poujade. Farouche partisan de l'Algérie française, il se retrouve au « Front National des combattants » (FNC) puis au « Front National pour l'Algérie Française » (FNAF). En 1965, il dirige avec Le Pen les comités T.V.. Dernièrement il a soutenu son petit camarade Bénouville lors de l'élection partielle du 12ème arrondissement de 1971. Aujourd'hui, cette chaîne de l'amitié est reprise par Pradel-Vinatrel scribouillard dans une feuille confidentielle « Europe-Parlement ». Ce torchon anti-communiste dirigé par Henry Schkroun dit Claude Henry Lecoute et animé par Suzanne Labin née Devoyon et d'autres personnages aussi fascistes, ne tarit pas d'éloges envers Bénouville ce nouveau croisé de la chrétienté en péril.

... et ses "cours syndicaux"

Extraits des cours « syndicaux » CGSI
du commissaire Dides, datant de 1952-1953

...« Nous voulons considérer que le Parti Communiste, danger national, doit être détruit. Nous voulons l'éclatement de son appareil, de ses moyens et, le cas échéant, de ses chefs de plan national »...

...« La France aurait dû : ou détruire le communisme, ou construire une contre-partie, c'est-à-dire un appareil adverse capable de contenir, et même de vaincre son appareil »...

...« On parle souvent, en temps de légalité, de l'appareil clandestin du Parti. Il faudrait s'entendre sur les mots : l'action communiste est toujours

illégal, puisqu'elle tend au renversement du régime... En tant que telle, elle est subversive et elle ne doit de pouvoir s'installer et travailler « en paix » qu'à la faiblesse ou l'incompréhension de ce régime »...

...« Nous considérons que c'est sur le plan de la CGT que doit, tant que les conditions de direction politique ne sont pas réunies (donc les conditions d'une lutte engagée à fond et sur tous les terrains), être menée une action constante, suivie, intelligente, qui pourrait, notamment en promouvant des formations et des actions syndicales nouvelles, diminuer la principale puissance de base du stalinisme »...

...« Le RPF a été le principal obstacle à tout mouvement insurrectionnel révolutionnaire émanant des stalinien. Son « service d'ordre » notamment et surtout pendant les années 1947-48, a été le meilleur bastion contre toute tentative de force de l'extrême-gauche »...

Cela se traduit aussi à l'évidence par la structuration même du RPF, dont les branches d'activité couvrent l'ensemble des domaines qui affectent la vie sociale, économique et politique (sections des anciens combattants, des questions économiques, des affaires extérieures, de l'union française, de la défense nationale ; commissions de réforme de l'Etat, d'action ouvrière, agricole cadres, des jeunes et étudiants, des fonctionnaires, de la famille et de la santé, de la sécurité sociale) en quasi organe de double pouvoir toujours prêt à accéder à la direction des affaires. On dit à l'époque sans que cela puisse être vérifié avec certitude, qu'un « cabinet fantôme » avait été formé : même si cela est faux, l'ampleur qu'a eue ce bruit n'en reste pas moins significative.

Ce rassemblement que veut De Gaulle est un mouvement interclassiste prenant racine directement dans toutes les couches de la population et reposant sur la doctrine de l'« association capital-travail » laquelle tend à faire croire à l'inexistence de toute lutte de classes et donc à l'intérêt commun des patrons et des travailleurs soudés autour de « l'intérêt national », de la « France »... Ce projet est clairement expliqué par De Gaulle lui-même au long des divers discours qui ont jalonné l'existence du RPF :

30.3.1947 à Bruneval :

« Le jour va venir où, rejetant les jeux stériles et réformant le cadre mal bâti où s'égare la Nation et se disqualifie l'Etat, la masse immense des Français se rassemblera avec la France ».

7.4.1947 à Strasbourg :

« Il est temps que s'organise le Rassemblement du Peuple Français qui, dans le cadre des lois, va promouvoir et faire triompher, par dessus les différences des opinions, le grand effort de salut commun et de réforme profonde de l'Etat ».

4.1.48 à St Etienne :

« La rénovation économique de la France, et en même temps la promotion ouvrière, c'est dans l'association que nous devons les trouver... C'est alors que les éléments d'ordre moral qui font l'honneur d'un métier : autorité pour ceux qui dirigent, sens du travail bien fait pour les ouvriers, capacités professionnelles pour tous, prendront toute leur importance... C'est alors qu'on verrait naître à l'intérieur des professions une autre psychologie que celle de l'exploitation des uns par les autres ou bien celle de la lutte des classes.

...On voit à quel rôle magnifique l'association appelle un syndicalisme rénové, c'est-à-dire professionnel, libre, constructif, lavé à fond de la politique ».

29 NOVEMBRE 1947

N° 32



L'Étincelle



BULLETIN INTERIEUR HEBDOMADAIRE DU RASSEMBLEMENT DU PEUPLE FRANÇAIS

Directeur responsable : Jacques BAUMEL

Redaction : 81, rue Taitbout - PARIS (9^e)

Les travailleurs de France refusent d'obéir aux ordres des valets du " Kominform "

Ce sur quoi précisément Baumel, responsable de l'action ouvrière du RPF, renchérit : « Lorsque ces syndicats autonomes, expression nouvelle du syndicalisme français, seront assez forts, pourra-t-on concevoir alors... la constitution d'une nouvelle centrale syndicale française rigoureusement indépendante », syndicalisme qui n'est autre que celui préconisé par Dides, Dewéz et Parsal dirigeants de la CGSI qui, après maintes scissions, exclusions, fusions, retrouvailles, deviendra l'actuelle CFT dont les exactions ne se comptent plus. Comme quoi, de Baumel à Messmer en passant par Poncelet, Charbonnel, Bord, Tomasini, de Montalais et consort, il est des amitiés tenaces.

Il est clair ainsi que, derrière cette façade unanimiste, les divers fascismes peuvent se retrouver au sein de cette doctrine au côté de la fraction la plus avancée du capitalisme français.

quelques

hommes du RPF

P. Barrès : dirigeant du « Faisceau » premier parti fasciste français dirigé par Valois (pseudonyme de G. Gressent)

Benouville : AF, membre du Parti Français National Communiste de P. Clémenti

Frédéric-Dupont, Brusset, Lefèvre-Pontalis, Rochereau, Montillot : PRL

André-Jean Godin : dévoué collaborateur des préfets de police Tardieu et Chiappe

J. Legendre : animateur du « centre de propagande des Républicains nationaux » d'Henri de Kerilis

Debu-Bridel : AF, le « Faisceau » où il fut secrétaire délégué à la propagande financière

Raulin-Laboureur : (pseudonyme de Raulin de Gueuterville de Realcamp) AF, PSF de La Rocque

Colonel Dupérié : sous son patronyme de Stirnberg de Armella, un des dirigeants du PSF de La Rocque

J. Bernasconi : délégué RPF à l'action ouvrière, « employé » chez Simca

Simca Calmejane : SO RPF, responsable à l'action ouvrière, « employé » chez Simca

Baggi : dirigeant de SO du RPF, « Volontaire de l'Union Française » (avec d'autres gaullistes comme Dupérier, Triboulet, Soustelle, D.Ponchardier, R.Barberot, P.Bourgoin) groupement dont le « manifeste » déclare : plus de 8 millions de Français musulmans attendent que la France se ressaisisse, plus d'un million de Français de culture chrétienne défendant leurs tombes et leurs berceaux. Il faut faire face. Il met sur pied le premier comité de salut public

dirige le « parti patriote révo



LE PARTI DE RPF

F. Caillet : secrétaire de Boisde, délégué national à l'action ouvrière, Il passe à l'UDCA de Poujade. Puis il se retrouve au Bureau Politique du « Mouvement Travailleiste National » (MTN) de H.Barbe ancien secrétaire du PPF de Doriot.

Mais reste quant même le problème essentiel que représente un mouvement ouvrier très puissant et en pleine effervescence (grèves de 1947-48) que le gouvernement ne pouvait seul attaquer de front trop violemment sous peine d'une forte riposte. Cette fonction de suppléti aux forces de répression légales va être tenue par le RPF et ses divers organes de choc. Cela va se traduire « théoriquement » au travers d'un anti-communisme viscéral dans les discours de De Gaulle et de ses sous-fifres :

27.7.1947 à Rennes :

« Voici où nous en sommes : sur notre sol, au milieu de nous, des hommes ont fait vœux d'obéissance aux ordres d'une entreprise étrangère de domination, dirigée par les maîtres d'une grande puissance slave. Ils ont pour but de parvenir à la dictature chez nous, comme leurs semblables ont pu réussir à le faire ailleurs avec l'appui de cette puissance... »

Or la faille profonde dont, par leur fait, est menacée l'unité française est d'autant plus grave et d'autant moins tolérable qu'elle se produit précisément en conjonction avec la situation extérieure créée par l'action de la Russie Sociétique et dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle est nettement alarmante...

Nous rassembler par dessus les divisions et les partis, pour assurer l'unité française en nous opposant vigoureusement à toutes les visées de

ceux qui ne jouent pas le jeu de la France : en le disant je m'adresse à tous les vrais Français... »

28.9.1947, Malraux affirme :

« Il n'y a plus de démocratie possible que dans les pays où le PC n'existe pas ».

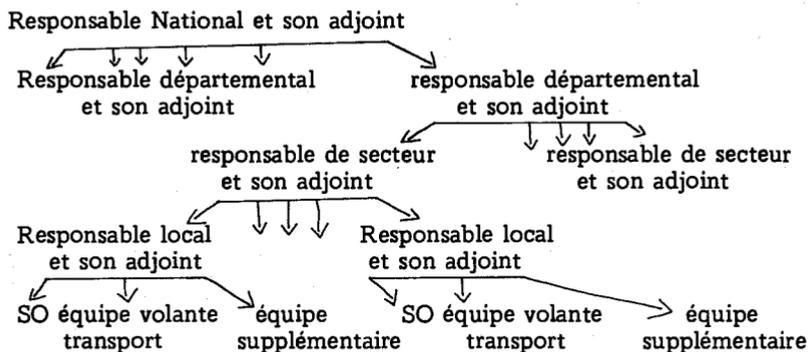
16.4.1948, Baumel explique que l'action professionnelle du RPF a pour base le « groupe d'entreprise ». Et il ajoute :

« Ce ne sont ni de nouveaux syndicats, ni des cellules clandestines. Ils ont pour but de s'opposer aux cellules communistes... Nos groupes ont été constitués pour assurer éventuellement la bonne marche des services indispensables au pays ».

Des paroles aux actes, il n'y a qu'un pas que vont s'empresser de franchir les membres du RPF : « parfois, nous allions même chercher l'adversaire, principalement les communistes... Nous nous organisons en véritables commandos et donnions la chasse aux vendeurs de « l'Humanité-Dimanche » dans les rues encore désertes. Nous fréquentions, au cours de ces opérations, des alliés qui n'étaient pas les nôtres, au contraire pendant la guerre ». Ainsi commence toute une période de chasse aux sorcières communistes. Ces tâches sont réservées tout d'abord à des professionnels en la matière tels le colonel de Rancourt et le capitaine Sambo responsables de la région parisienne. Ils mettent sur pied une école de formation de cadres du SO à St Germain-en-Laye.

le SO du RPF

(1948)



A cet organigramme, il convient d'ajouter une « brigade du centre » uniquement chargée de la sécurité du général et des principaux orateurs du RPF.

Aux réunions du Square Rapp, le capitaine Sambo expose aux responsables parisiens qu'il attend des membres du SO une obéissance aveugle et une abnégation totale : « Je souhaite, dit-il pour conclure, que l'on ait besoin de nous très bientôt, car pour moi, j'appelle de tous mes vœux la bagarre, seul moyen efficace pour clarifier la situation ».

En ce qui concerne l'obéissance et l'abnégation, les responsables du RPF peuvent y compter dès le jour où leurs brillants « militants » sont rétribués à raison de 15 000 F par mois année 1948 soit environ 2 200 F d'aujourd'hui. Leur responsable parisien, militaire intègre et éminent politicien, le colonel Rancourt montre d'ailleurs l'exemple à ses mercenaires et tueurs professionnels : il est rapidement renvoyé pour détournement de fonds. Comme quoi il est des traditions tenaces au travers de 25 années d'histoire du mouvement gaulliste. Ce brillant sujet est remplacé par Gilbert Renault dit colonel Rémy. Le responsable national du SO est alors D. Ponchardier frère de l'Amiral et plus connu sous son pseudonyme littéraire d'Antoine Dominique, le père du « Gorille ». Il est secondé à ce poste par d'illustres personnages tels que Frey, Paul Comiti, gorille en chef de De Gaulle lorsqu'il sera président, Mattéi. Le SO dont disposent les leaders du RPF est particulièrement ample :

« 16 000 hommes, plus un certain nombre difficilement appréciable de nerwis recrutés dans le Midi et des effectifs relativement importants dépendant du Ministère de la défense Nationale. Le général dispose en effet d'un parc d'une douzaine de voitures, camions et camionnettes militaires, de 8 motos, 3 postes de radio portatifs sous le commandement d'un lieutenant et d'un peloton de gendarmerie dont l'affectation avait été supprimée par le ministre P.H. Teitgen, mais rétablie de sa propre initiative par l'état-major de l'armée ».

Les activités de ce SO sont clairement et directement orientées contre le PCF et la CGT. Durant l'automne 1948, les incidents sont particulièrement nombreux : Brive, Wazier, Clermont, Toulouse, Ivry...

Plusieurs membres du RPF sont condamnés pour port de matraque. D'autres, particulièrement maladroits, se blessent avec leur propre pistolet comme J. Cauvet, ce qui permet de découvrir chez ce dernier plusieurs armes dont trois mitraillettes. En septembre 1948, à Grenoble, les tueurs gaullistes ne se gênent pas pour frapper les nerwis du RPF montés sur des jeeps ouvrent le feu sur une contre-manifestation ouvrière qui proteste contre la tenue du meeting du RPF. De nombreux militants communistes ont été blessés par balles, l'un d'eux Voitrin est tué. Le service d'ordre officiel, « prématurément » retiré et qui a laissé le choc se produire et les nerwis RPF commettre leur crime, n'intervient que plus tard pour dégager les assassins gaullistes assiégés dans un bâtiment par les manifestants. A la protestation populaire née de ce crime, De Gaulle se bornera à répondre méprisamment :

19.9.1948 à Chambéry :

« Que nous importent les sifflets de ceux qui se mettent en dehors de la nation française ! » et il ajouta « Des incidents comme ceux

d'aujourd'hui ne sont rien et donnent la preuve qu'il faut rétablir l'autorité de la France, surtout contre ceux qui font le jeu de l'étranger. Nous sommes en marche pour prendre la place de ceux qui nous gouvernent et ces manifestations cesseront, car bientôt nous aurons les moyens de les faire cesser ».

Dans le même temps, le RPF, lors de son conseil national du 1.10.1948, précise ses intentions :

« On est déjà sorti de la légitimité ; si les communistes revenaient au gouvernement, on achèverait de sortir de la légalité ».

Et il va sans dire que le Rassemblement s'est à priori préparé matériellement et structurellement à une telle éventualité. Son fort SO est armé. Ses amitiés dans la police, l'état-major sont considérables. Chaque fédération départementale dispose d'un émetteur-récepteur. Depuis février 48, les quartiers de Paris sont divisés en « îlots » comprenant chacun des subdivisions qui ont à leur tête un responsable qui doit parfaitement connaître les 20 adhérents à proximité de son domicile. Il est inutile de préciser que le coup de force envisagé se ferait avec la bénédiction et le soutien actif de la bourgeoisie, de tous les anti-communistes et de tous les rescapés fascistes. On comprend pourquoi alors, l'émergence d'un quelconque groupe fasciste, et a fortiori son développement n'est guère possible à ce moment au vu de l'espace politique que recouvre le RPF.

Mais malheureusement pour le général et ses lieutenants, son projet politique de création de l'Etat fort ne rentre pas encore dans les vues de l'ensemble de la bourgeoisie. Certes le RPF a rendu de signalés services par sa campagne anti-communiste virulente ; certes il a permis une solide reprise en main de l'Etat et a représenté un outil important pour endiguer le mouvement ouvrier. Mais pour autant, les projets globaux du capitalisme français, aussi bien pour ce qui est de la politique intérieure que de la politique extérieure ne sont plus en concordance avec ceux du général :

— le plan Marshall et ainsi l'accentuation de la main-mise de l'impérialisme US sur la France ne correspondent guère à son nationalisme ;
— les institutions parlementaires de la IVème République, qui traduisent le nécessaire appui de la grande bourgeoisie sur la petite et moyenne bourgeoisie face au mouvement ouvrier, ne peuvent cadrer avec la vision qu'a de Gaulle de l'Etat fort. Aussi, petit à petit, à partir de 1950, les soutiens financiers et politiques se font plus rares. De nouveaux partis conservateurs se créent tels le Centre National des Indépendants (CNI) prenant au fur et à mesure la clientèle électorale du RPF. C'est ainsi que lors du congrès national de son mouvement en mars 1953, de Gaulle peut clairement expliquer qu'en 1947-48 le rassemblement « a rempli sa première fonction immédiate : rendre un peu de confiance au pays, faire reculer le communisme ». Que, par contre, la réalisation de la deuxième n'a pu être menée à bien car « dans le régime, le régime a été plus fort que nous ». Son accomplissement reste cependant essentiel : « nous devons y parvenir, conclut-il, quelle que soit la veulerie du pays et que je reconnais. Il n'y a aucun doute que la

stagnation, l'immobilisme actuel n'ont aucun avenir. Nous existons pour être le recours du pays dans le danger ».

De Gaulle décide alors de mettre le RPF en veilleuse et l'annonce lors d'une conférence de presse en novembre 1953 :

« J'ai décidé, dit-il, d'arracher le rassemblement à l'activité du régime. Je trouve fort bon que certains députés et sénateurs fassent valoir par leurs votes ou leurs interventions des idées qu'il faut défendre. Je trouve naturel qu'ils s'organisent pour soutenir leurs propres mandats... Mais ni le rassemblement, ni a fortiori moi-même, ne prenons part aux affaires électorales ».

Le RPF s'éteindra de lui-même lorsque le général ira jouer les ermites à Colombey en 1956. Mais ce retrait officiel de de Gaulle de la vie publique ne signifie pas pour ses amis l'abandon de toute activité politique : ils vont simplement la modeler selon ce qu'exigent les circonstances nouvelles. C'est ainsi que le SO du RPF se transforme en Service d'Action Civique (SAC). Son activité essentielle devient alors souterraine. Aux opérations de coup de poing spectaculaires succèdent l'infiltration, le noyautage de l'appareil d'Etat pour préparer la venue de jours meilleurs. Parallèlement, ses fidèles élus continuent d'intriguer sur les bancs du Parlement, et dans les couloirs des différents ministères, réunis au sein du groupe du « Centre National des Républicains Sociaux ». L'exemple le plus vivant en est celui de Soustelle qui sera le bras droit de de Gaulle jusqu'en 1960 : il continue sans trêve son travail de sape dans les divers gouvernements et met au point simultanément le coup d'Etat militaire d'Alger qui devait ramener l'homme providentiel au pouvoir en mai 1958.

1955 - 1958

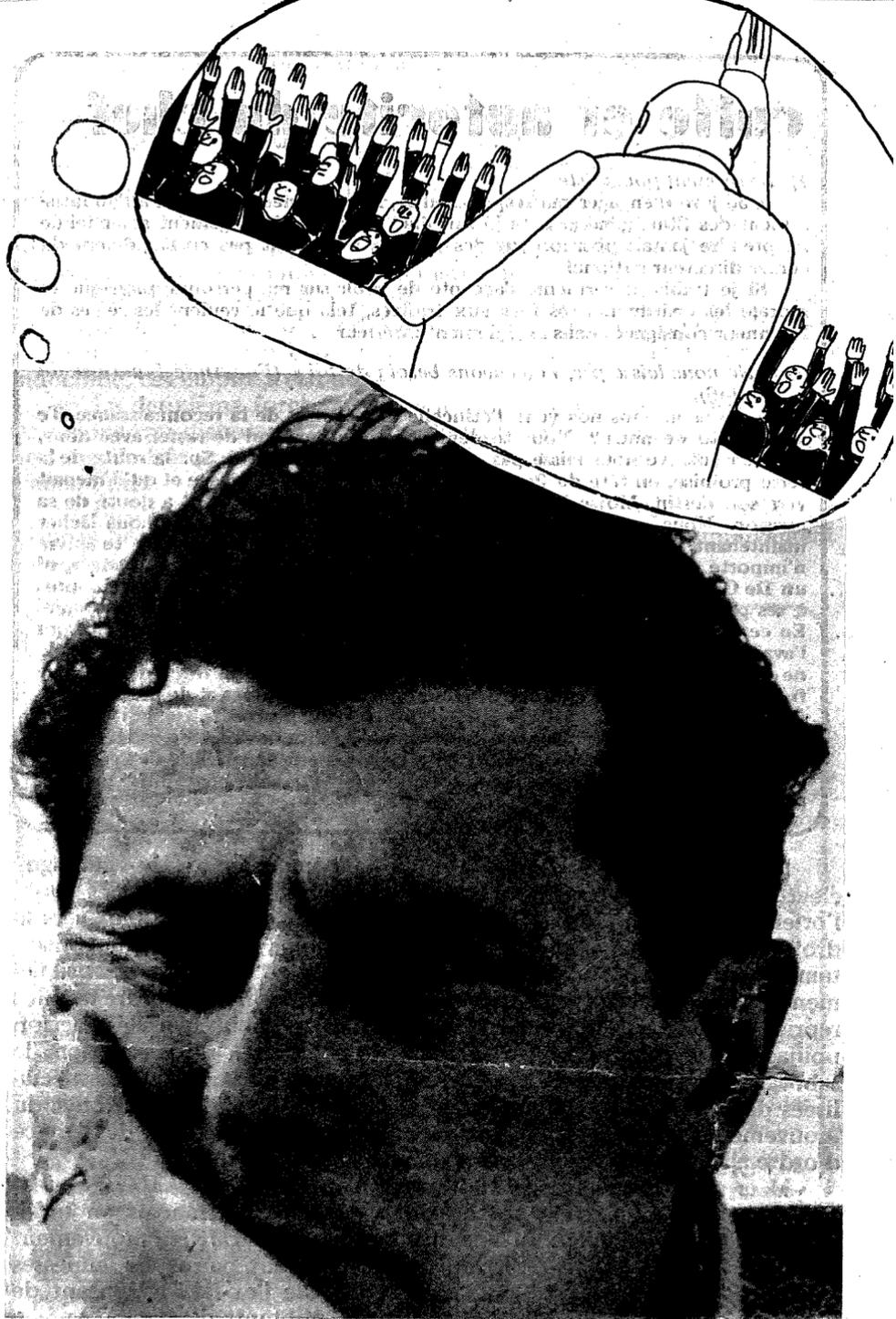
Parallèlement au déclin du RPF, le poids du mécontentement de la petite bourgeoisie s'affirme avec l'entreprise de Pierre Poujade, ancien militant des JPF mouvement de jeunesse du PPF de Doriot, conseiller municipal de St Ceré sur une liste gaulliste. Il crée officiellement l'Union de Défense des Commerçants et Artisans (UDCA), qui plus tard prendra le nom d'Union et Fraternité Française (UFF), en novembre 1953. Cette entreprise « corporatiste » à l'origine se bâtit sur la base du mécontentement croissant de cette fraction des couches moyennes que l'évolution économique tend à éliminer en la condamnant au recours à la violence. Du fait de la faiblesse institutionnelle et politique de l'Etat bourgeois, l'UDCA-UFF prend rapidement de l'ampleur dans le courant des années 1954-55 et devient par là-même le terrain d'élection de la plupart des éléments fascistes. Cela se concrétise par l'appel lancé par le fasciste notoire, Bardèche, dans la revue « Défense de l'Occident » de

février 1956 : « le mouvement Poujade étant la forme d'opposition la plus puissante qui s'est manifestée contre les hommes qui se sont installés au pouvoir en 1944, nous engageons nos camarades à se mettre à sa disposition et à militer dans ses rangs ». Outre que cet appel ne devait pas rester vain, il traduit déjà une réalité qui vaut à Poujade le surnom de « Poujadolf » : les sphères dirigeantes de son mouvement sont largement investies par les fascistes notoires des années d'avant-guerre et par toute une série de personnalités réactionnaires patentées.

fraternité française

Alloin, Caillet, Dides, Frouard RPF
Julliard, Brice : AF
Coudy, Allione, Lesieur : Bureau National du Rassemblement National de Tixier-Vignancourt
G. Martin : collaborateur notoire
Bourgeois, Bruneau : PPF, de Doriot
Stoiz, Tele, Vabre, Boué, Tamarelle, : PSF de la Rocque
C. Fegy : comité central du PPF de Doriot, rédacteur en chef de « La Gerbe »
M. Lebrun : comité central du PPF de Doriot, administrateur de son journal « l'émancipation nationale »
C. Jeantet : AF, secrétaire de « Je suis partout », comité central du PPF de Doriot, dignitaire de Vichy, directeur du « Petit Parisien », organe officiel de Vichy
Beau de Loménie : collaborateur assidu aux « Ecrits de Paris » de R. Mal-liavin, ancêtre de l'actuel « Rivarol »
S Jeanneret : animateur des instituteurs royalistes, épuré à la libération.
Caillemer : rédacteur à Rivarol sous le pseudonyme de C. Mauban

Et cette réalité se répercute largement au niveau de la structure, de l'action, de l'idéologie d l'UDCA-UFF. Ses principaux thèmes de mobilisation sont en effet : l'ordre en Algérie, l'union des Français, l'anti-parlementarisme, le racisme, l'anti-sémitisme (à Aurillac, devant 6000 personnes. Poujade déclare en parlant des forces subversives que « le véhicule traditionnel le plus notoire d'entre eux est le peuple juif »), la xénophobie, la démagogie anti-ouvrière et anti-capitaliste (« la lutte des classes est une invention des politicards pour tromper le populo. Les trusts, les révolutionnaires en peau de lapin, les pourris de droite et de gauche, les exploitateurs, les financiers sans patrie, tous n'ont qu'un seul but : nous asservir pour leur profit »), le culte du chef, son autorité absolue, la soumission à ses directives à tous les échelons de l'appareil, enfin il faut savoir que l'UDCA-UFF s'est dotée d'un hymne, la « Marche de l'Union », composé par Montagard le célèbre auteur de « Maréchal, nous voilà » !



«NE NOUS LAISSE PAS, NOUS AVONS BESOIN DE TOI.»

(à Poujade)

culte et autorité du chef

1) *Le serment poujadiste*

« Je jure d'engager ma responsabilité, mon honneur et ma foi à l'aboutissement des Etats généraux. Si je suis élu, je prends l'engagement solennel de ne prendre jamais position sur des cas qui n'auraient pas eu l'agrément du centre directeur national.

Si je trahis ce serment, j'accepte de subir sur ma personne physique et morale les châtements réservés aux traîtres, tels que le veulent les règles de l'honneur consignées dans le règlement intérieur ».

2) « *Ne nous laisse pas, nous avons besoin de toi* » (*Fraternité Française du 14.4. 956*).

« Tu as lu dans nos yeux l'étincelle de la foi et de la reconnaissance. Te souviens-tu de nous ? Nous te demandons aujourd'hui de rester avec nous, mais devant. Ne nous laisse pas, nous avons besoin de toi. Sur la route de la terre promise, en tête du Peuple qu'il avait sorti de l'esclavage et qu'il menait vers son destin, Moïse lui aussi s'est senti las et un moment a douté de sa mission. Nous aussi nous sommes en route. Tu ne peux pas nous lâcher maintenant. Personne ne peut te remplacer. Nous sommes prêts à te suivre n'importe où, car nous avons confiance en toi... Ne sois ni un Boulanger, ni un De Gaulle, va jusqu'au bout... Un autre a vu, lui aussi, les foules délirantes à ses pieds et lui aussi a reçu le baiser du traître et les crachats de la calomnie. En ce jour de Paques, cher Poujade, j'ai prié pour toi, au nom de son fils, qui l'avait supplié « Eli, Eli, Lamma, Salachtami ». J'ai demandé au seigneur de ne pas t'abandonner. Je lui ai demandé qu'il te trouve la force d'âme pour franchir avec sérénité ce bout de chemin parsemé d'épines et de pièges. Je lui ai demandé qu'il te preserve du découragement. Puisse la foi qui t'anime maintenant, Pierre Poujade, Parisien, homme politique, chef de mouvement, être aussi brûlante que celle qui a fait se lever le petit papetier de St Céré. Sois sûr de notre affection et de notre fidélité fraternellement unis, pour la Patrie ».

Dans les premiers temps, jusqu'à la conclusion de la campagne électorale devant aboutir au succès des législatives de janvier 1956, l'orientation de l'UDCA-UFF, si elle s'infléchit de plus en plus vers la droite et l'extrême-droite, n'en évite pas moins toute attaque ouvertement anti-ouvrière et anti-communiste. Elle se cantonne essentiellement dans la démagogie anti-capitaliste. Un de ses mots d'ordre les plus repris est « sortez les sortants ! ». Mais dès le début le style d'action poujadiste se caractérise par le pillage des bureaux de perception, le sabotage des réunions et l'emploi d'hommes de main, d'équipes spécialisées dans la violence en particulier celles mises sur pied par C. Luca du mouvement néo-nazi « la phalange française » qui sert de service d'ordre clandestin au mouvement.

Mais à partir de février 1956, sous l'impulsion de J.M. Le Pen et Demarquet, deux anciens tueurs de l'impérialisme français en Indochine, l'Union de défense de la jeunesse française (UDJF) le mouvement de jeunesse de l'UDCA-UFF, qui recrute surtout parmi les jeunes indépendantes (JIP), les jeunes de l'AF et de l'ex-RPF, montent de nombreux raids de commandos contre les militants d'extrême-gauche

au nom en particulier de la défense de ce qui reste de l'empire colonial français.

Par ailleurs, après le coup d'éclat du 1er novembre 1954, l'ALN-FNL s'organise, se structure. La Révolution algérienne prend de l'ampleur sur le terrain, déborde le cadre français : on en parle au niveau international à Bandoeng, à l'ONU. Autour du thème de l'Algérie française, divers milieux se regroupent alors et s'organisent tant en Algérie qu'en métropole : le premier comité de salut public d'Alger date de février 1956. Parmi ces milieux, on distingue :

— d'abord l'armée. Son attachement à l'Algérie française provient de ce que sa puissance dépend pour beaucoup du maintien de l'empire colonial. Or si la France perd pied en Algérie après avoir sombré en Indochine, cet empire s'effondre

— La deuxième force favorable à ce mot d'ordre est constituée par les colons qui disposent, en raison de leur statut colonial, d'une situation sociale très privilégiée en Afrique du Nord, qu'ils ne veulent perdre à aucun prix.

— Enfin, à côté de ces deux forces prépondérantes il y a celles des groupes fascistes et réactionnaires en France même dont le mouvement Poujade est le fer de lance.

des poujadistes "Algérie française"

A. Figueras : anti-communiste fascisant.

J. Berthommier : activiste notoire.

P. Chevallet : directeur de l'école des cadres UDCA-UFF. Ex-responsable RPF. Membre des groupements fascistes « Présence française » puis « MP 13 ».

Demarquet : Rassemblement National de Tixier. Membre du « Front National des combattants » dissous en 1960. Dirigeant des comités TV en 1965.

J.M. Le Pen : AF, légionnaire en Indochine, volontaire en Algérie. Créateur des comités TV en 1965. Président du Front National cache sexe législatif des nazillons d'Ordre Nouveau.

Goutailler : Vichyste, il a reçu la Francisque pour services rendus. Dirigeant du mouvement poujadiste en Algérie. Membre du comité de salut public au moment du 13 mai 1958.

Le Rouxel : collaborateur assidu à Fraternité Française, l'organe poujadiste sous le pseudonyme de *H. Brecourt*. Ancien membre du PSF de La Rocque, collaborateur direct du docteur *B. Lefèvre* doctrinaire du corporatisme.

B. Lefèvre : AF, vichyste, l'une des têtes pensantes du mouvement Poujade à Alger, activiste notoire, il participe aux réseaux « France-résurrection » et « résurrection-patrie » de l'OAS.

Ortiz : responsable du groupe action de l'UDCA-UFF à Alger. Mêlé de près à l'affaire du Bazooka. Créateur du Front National Français (FNF) à croix celtique. Membre des réseaux « France-résurrection » et « résurrection-patrie » de l'OAS, réfugié en Espagne. Revient en France après l'amnistie de juin-juillet 1968.

M. Bouyer (alias C. Gelee dans l'OAS) : créateur de la branche métropolitaine de « France-résurrection » (réseau Bouyer-Catille de l'OAS) transformé après l'échec du putsch en « résurrection-patrie ». Aujourd'hui un des responsables à l'organisation du CID-UNATI.

Alors que la « crise algérienne » polarise la vie politique française, les forces de gauche au mieux se taisent, plus généralement condamnent dans les faits l'entreprise du FLN. Le 12 mars 1956, à la demande de G. Mollet, le Parlement, élus communistes compris, vote les pouvoirs spéciaux qui doivent permettre en particulier d'établir un régime d'Etat de Siège en Algérie et d'y envoyer le contingent. Le sinistre J. Moch ira jusqu'à déclarer devant une internationale socialiste fantomatique en 1959 :

« Nous partageons sur le problème algérien l'opinion du peuple français. Les jeunes français, après 18 mois de service militaire (27 en réalité) rentrent chez eux farouchement patriotes et demandent qu'on en finisse par les armes avec le problème algérien. Nous sommes des politiciens, nous devons tenir compte des réalités et de la volonté du peuple ». Sans commentaire.

Mitterrand, garde des Sceaux sera quant à lui l'assassin du militant communiste Yveton qui avait pris parti dans l'action pour le FLN. Quant à l'action du PCF en faveur de la révolution algérienne, elle est pour le moins ambiguë. Plus de deux ans après le début de l'insurrection, le parti en reste à une condamnation humanitariste des tortures. Il ne mène aucune lutte sur le mot d'ordre de « retrait du contingent » et la plupart des manifestations ouvrières contre le départ des rappelés se déroulent sans lui. Il ignore le mot d'ordre d'« Algérie indépendante » : L. Feix écrit dans les « Cahiers du communisme » qu'« une autre voie est possible ou mieux, encore possible, pour les peuples d'Afrique du Nord : la voie de l'Union française », et, dans le même temps, Fajon, membre du BP, se déclare « pour l'existence de liens durables entre la France et l'Algérie dans l'ordre politique, économique et culturel au sein d'une véritable Union française ».

Appréciation portée sur le soutien du PCF à la cause de la Révolution algérienne par la fédération de France du FLN dans un bulletin de 1957.

« Les différents mots d'ordre lancés par le PCF depuis le 1er novembre 1954 et leur évolution en fonction du progrès de notre révolution se sont traduits sur le plan de l'action par le refus de la lutte et par la négation dans les faits du soi-disant « soutien inconditionnel » aux peuples coloniaux. La solidarité à l'égard des travailleurs algériens émigrés en France a été à peu près nulle. Aucune manifestation, aucune action n'a trouvé un appui autre que verbal chez les organisations ouvrières. Contre la répression qui frappe chaque jour nos compatriotes, aucune lutte n'est organisée.

Certes, de-ci de-là, la solidarité des travailleurs français se manifeste. Elle reste cependant individuelle et n'a jamais revêtu jusqu'à ce jour l'aspect d'une action organisée.

En 1955-1956, les manifestations ouvrières contre le départ des rappelés rencontrent une opposition sourde de la part du PCF.

L'« Humanité » dénoncera les « gauchistes », les « provocateurs » de Grenoble, n'appellera pas à étendre l'action, ne lancera aucun mot d'ordre aux soldats qui partent défendre les privilèges colonialistes, fera longtemps le silence sur le geste de ceux qui comme Liechti refusent de porter les armes contre notre peuple... »

Face à ces louvoiements opportunistes, ces trahisons, les diverses forces capitalistes ne restent pas passives. C'est qu'en effet en Algérie se trouve non seulement une base vitale de l'impérialisme français, mais aussi le foyer réactionnaire et fascisant le plus important de la société française. Partout ailleurs, la bourgeoisie en métropole sait qu'elle se trouve dans des conditions difficiles pour opérer. A Paris, le rapport de forces est assez nettement défavorable. D'où pour les capitalistes français qui éprouvent tant de difficulté avec la classe ouvrière (grèves et émeutes à Nantes, St Nazaire en 1955...) et qui ont besoin de forces pour pouvoir faire leur politique, mener à bien les mutations économiques dont ils ont besoin, les colons d'Algérie sont un réservoir dans lequel ils vont puiser la masse de leurs troupes de choc. C'est sur cette base que les partisans de l'Etat fort, exploitant les veuleries des directions ouvrières et la base de masse du poujadisme comme contre-poids au mouvement ouvrier, vont s'efforcer d'instaurer le régime de droite autoritaire qui leur est nécessaire. C'est pourquoi c'est sur le terreau que représente la défense de l'Algérie française que se réalise une osmose presque totale entre poujadistes, gaullistes, fascistes... chacun essayant de tirer la couverture à soi. Mais ce n'est là qu'un « prétexte », qu'une apparence. Les luttes partisans de ces différents groupes tiennent à une nécessité impérative qui est de changer les structures de domination de l'Etat bourgeois. L'avenir de ces groupes va d'ailleurs être lié à la compréhension qu'ils ont du processus dans lequel ils se meuvent et agissent :

— De là en effet la faillite des « activistes » qui seront à la base de la constitution de l'OAS et qui croient avant tout à l'Algérie française. Par ailleurs, cette manipulation des groupes fascistes, pour la réalisation de projets qui les dépassent largement, à partir du thème immédiat de l'Algérie française va oblitérer directement toutes leurs tentatives de faire valoir un projet politique global original, c'est-à-dire de se constituer en force politique autonome.

— De là aussi l'échec inéluctable du poujadisme. La fraction la plus dynamique de la bourgeoisie ne peut soutenir le papetier de St Céré dans la mesure où il s'appuie très concrètement sur la petite bourgeoisie qu'elle même a déjà condamnée. C'est que, malgré tous ses efforts, Poujade n'a pas su sortir son mouvement de sa gangue professionnelle originelle pour en faire une véritable organisation politique répondant aux vœux de la bourgeoisie : la base de l'UFF est toujours celle de l'UDCA.

— Pour la bourgeoisie, c'est donc De Gaulle, malgré ses traits d'indépendance qui à nouveau s'impose, autant d'ailleurs par élimination que par les facilités que peut offrir le moment venu l'infil-

tration de ses fidèles au sein de l'appareil d'Etat : Warin est directeur de la DST, Chaban-Delmas ministre de la Défense est secondé par Léon Delbecq, son « chargé de mission », Guichard est chef des services de presse au CEA, Soustelle a longtemps été gouverneur général en Algérie où il a pu lier des amitiés, sans oublier Massu et certains autres pontes de l'Etat-major.

Tous ces fidèles œuvrent dans un seul et même but : casser la IVème République et permettre le retour de De Gaulle à la direction des affaires. A cette fin, ils n'hésitent pas à employer les grands moyens : le complot et le coup d'Etat appuyé sur les colons en Algérie, l'armée et la police.

« Quant à la police, elle était grangrénée depuis la scandaleuse manifestation à laquelle elle s'était livrée devant le Palais Bourbon. La gendarmerie ouvrait ses rangs pour laisser passer les manifestants lorsque ceux-ci étaient décorés ou portaient des bérets de parachutistes... »

Le Monde, 8.6.56

Direction de la SNA

31 mai 1958

Commissaire divisionnaire & principaux chefs de services
P.J. — R.G — S.P.

Copie à : M. le Gal Massu (Cabinet) l'attention du Lt-CI Trinquier
SNA/CAB

DANS LE BUT METTRE UN POINT FINAL A CERTAINES
CONSIGNES LOCALES JE PRECISE QUE JE CONSIDERE
EXTREMEMENT SOUHAITABLE FONCTIONNAIRES DE LA SURETE
NATIONALE S'ASSOCIENT PLEINEMENT ET ADHERENT A SURSAUT
NATIONAL CONCRETISE PAR CONSTITUTION COMITES SALUT
PUBLIC

JE RECOMMANDE A FONCTIONNAIRES SURETE NATIONALE
ALGERIE DE SE GROUPER AUX ECHELONS REGION, DEPARTEMENT
ET EVENTUELLEMENT ARRONDISSEMENT, DANS COMITES SALUT
PUBLIC COMMUNS A DIFFERENTS SERVICES SURETE NATIONALE
LOCAUX.

FIN — SIGNE : GODARD

Copie à MM.

Alger, le 31 mai 1958

les contrôleurs généraux S.C.P.J. S.C.R.G. S.C.S.P.

P. le Colonel Godard

Pour diffusion urgente

Signé : de la Bourdonnaye

COMITE DE SALUT PUBLIC DE LA PREFECTURE DE POLICE

Compagnons de lutte de tous grades et de tous emplois, l'heure de la nouvelle libération de la patrie arrive.

Comme en 1944, comme à toutes les heures importantes de l'histoire de la

police parisienne, mettant au-dessus de tout, le service de la Nation, va aider l'Armée Française à nous redonner nos libertés.

D'Alger à Ajaccio, d'Ajaccio à Marseille et Paris, la destinée de la France se joue.

Tenez vous prêts, formez ou renforcez vos comités de Salut Public. Organisez vous solidement pour mettre la subversion communiste et ses alliés à la raison. Faites en sorte que la guerre civile que cherchent les hommes de Moscou ne termine pas l'histoire de la France.

Le Ministre de l'Intérieur Moch joue le jeu du seul Parti Communiste et de Moscou, c'est-à-dire tout, contre les patriotes, tout, pour l'aide aux fellaghas et leurs amis et complices, tout, contre la France éternelle, tout, pour la trahison, le défaitisme, la concession.

Ceux qui ont pillé la France métropolitaine et d'outre-mer depuis 12 ans tremblent.

Ce sont les policiers parisiens qui leur feront rendre gorge.

Policiers parisiens, nous sommes fiers de notre grande maison.

Nous avons la charge de l'ordre national et non de la défense d'un système périmé.

N'obéissez qu'au devoir d'être français

L'ordre national régnera.

Vive la France

Vive l'Armée Française

Vive l'Algérie Française

Vive le général de Gaulle.

Quand un général rencontre un général



de quoi qu'y parlent ? De l'insurrection générale.

Aussi se retrouvent côte à côte à Alger en 58 des fascistes tels que Lagailarde, Ortiz, Susini, B. Mamy de « Jeune Nation » et consort, des gaullistes « en mission » comme Neuwirth, Ribeaud, Thomazo, l'Hostis, Vinciguerra, De Sérigny (commandant Rouget) et Delbecque qui en 5 mois aura fait 27 fois le voyage d'Alger et tout un quarteron d'officiers supérieurs, de généraux pas encore en retraite. Delbecque ne craindra pas d'affirmer dès juillet 1958 :

« Il est exact que j'ai été l'organisateur du mouvement du 13 mai. Aux fonctions que j'occupais, je me suis occupé d'être au bon endroit au bon moment, pour détourner vers le général De Gaulle ce soulèvement qui devait se produire ».

Cette fierté est toute légitime de la part de l'homme qui a « insisté » auprès de Salan, en le repoussant vers le balcon le 14 mai pour que celui-ci, qui avait conclu sa harangue par le cri habituel de « Vive l'Algérie française », y ajoute celui de « Vive de Gaulle ». Ainsi, le soulèvement populaire « spontané », les prises de paroles « spontanées » de Salan sur le Forum d'Alger les 13 et 14 mai ne tendent qu'à un seul but : intimider et lier les mains, au nom de la « défense de la République » à l'opposition réformiste social-démocrate et stalinienne, pour permettre l'arrivée au pouvoir de De Gaulle et l'instauration d'un Etat fort. Le général avait dit en 1953 lors d'un congrès du RPF : « Il n'y a aucun doute que la stagnation et l'immobilisme actuel n'ont aucun avenir. Nous existons pour être le recours du pays dans le danger ». Pour ce faire, rien de plus simple, ni de plus sûr que de créer et de contrôler de bout en bout soi-même ce danger, avant qu'une menace autrement plus réelle ne naisse du réveil du mouvement ouvrier sous l'impact de la révolution algérienne et malgré les trahisons et capitulations réitérées de ses directions.

Le coup d'état du 13 mai, conclu par l'arrivée de De Gaulle au pouvoir exprime clairement l'impossibilité totale dans laquelle se trouve la bourgeoisie française de gouverner efficacement dans le sens de ses intérêts par des moyens parlementaires classiques. Aussi bien pour poursuivre cette guerre, dont dépend maintenant le sort des débris qui restent de l'empire colonial français, que pour contrôler la situation dans le cas de victoire de la Révolution algérienne, c'est-à-dire faire retomber les dégâts de l'échec subi, sur les masses métropolitaines, la bourgeoisie a inexorablement besoin d'un Etat fort.

1959 - 1968

Une fois dans la place, De Gaulle verra sa tâche être relativement facilitée par l'isolement du PCF. Celui-ci reste en effet sur le coup de son approbation de la répression sanglante de Budapest en 1956. D'autre part son très fidèle allié SFIO vote des deux mains l'investiture au général.

C'est cette décision qu'avait anticipée avec à propos la fédération des fonctionnaires FO d'Alger qui télégraphiait à la Fédération nationale des fonctionnaires FO à Paris ceci :

« Vous remercions télégramme solidarité. Etions sûrs que camarades syndicalistes républicains soutiendraient notre combat pour Algérie Française,

gouvernement républicain salut public présidé par De Gaulle dans cadres constitution et victoire sur les forces totalitaires stalinienne complices FLN.

« Vous assurons entière fidélité syndicalisme libre. Vous mettons en garde contre toutes informations tendancieuses destinées faire jeu communistes.

« Signé Pierlovisi secrétaire général, Glize et Molina, secrétaires généraux adjoints ».

In la « Dépêche quotidienne d'Alger » du 19 mai 1958

D'ailleurs durant toute cette période un rôle tout à fait spécial a été dévolu à la très indépendante et très socialiste centrale FO et en particulier à son secrétaire Bothereau secondé par Lafond. En particulier, comme la SFIO, elle refusera d'appeler à la grève et à la manifestation le 28 mai 1958 sous la raison suivante : « Pas question de participer à une manifestation qui serait noyauté par les communistes ». Comme quoi de 1948 à 58 la victoire de FO reste toujours la défaite de la classe ouvrière par anti-communisme viscéral.

Par ailleurs, cette mise en quarantaine qu'il subit de la part de toutes les forces du camp bourgeois n'est en rien contrebalancée par une radicalisation politique de sa part susceptible de remobiliser une classe ouvrière qui vient de subir une lourde défaite. Sa position face au bonaparte est de « défendre la République ». Son attitude face à la Révolution algérienne est toujours aussi ambiguë : il persiste à opposer une « véritable Union Française » à la « Communauté » gaulliste. Enfin la politique d'ouverture à l'Est du pouvoir lui lie les mains dans le cadre des intérêts bien compris de la bureaucratie internationale : R. Schmittlein, président du groupe parlementaire UNR est un des présidents de l'association France-URSS ; en mars 1960 Krouchtchev accomplit une visite officielle en France. C'est donc, du côté de la classe ouvrière, dans un climat relativement serein, au moins jusqu'en 1963, que le général va pouvoir s'atteler à la tâche qui a motivé son rappel : gérer la refonte totale de l'Etat, assurer « en douceur » le passage d'un régime de démocratie parlementaire à l'Etat fort indispensable aux projets de la fraction dominante de la bourgeoisie.

Mais il lui faut simultanément et au plus tôt se débarrasser de l'épine algérienne dans le sens des intérêts de l'impérialisme français. Or cela signifie abandonner un système colonial classique aujourd'hui dépassé, pour promouvoir un système néo-colonial qui, sous la fiction d'une indépendance formelle, permet aux intérêts de la bourgeoisie française de prospérer dans une quiétude retrouvée. Il lui faut donc se retourner contre la partie de ceux qui l'ont porté au pouvoir au nom de l'« Algérie française », sans avoir compris le simple rôle de catalyseur qu'avait ce thème dans la politique du capital dont De Gaulle s'est fait le champion.

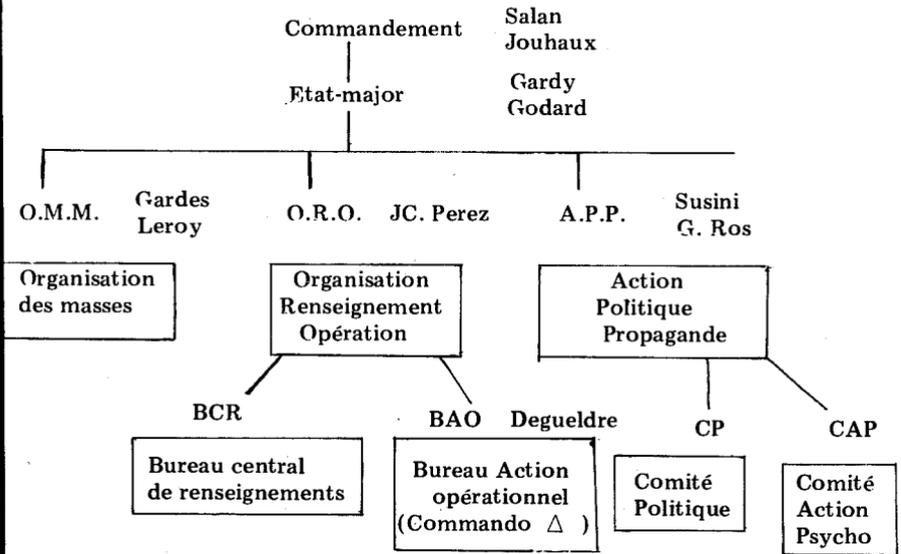
Mais pour le Bonaparte, il s'agit moins de détruire, d'éliminer ces obstinés, que de les anihiler afin que leur action ne remette pas en cause la mise en application de son projet politique. C'est que ces nervis, une fois assagis peuvent toujours resservir si le besoin s'en fait sentir.

15 juin 1968, grâce et retour des OAS Bidault, Soustelle, Broizat, Lacheroy, Salan, Argoud. 22 ou 23 juillet : la loi d'amnistie, en bénéficient 176 person-

C'est ainsi que l'on permit aux tenors du gang assassin de l'OAS de gagner l'Espagne en toute quiétude en acceptant, après les avoir arrêtés et inculpés, de les remettre en liberté « provisoire ». Lagailarde, Perez, Susini, Ronda, Demarquet bientôt suivis par Soustelle et Bidault se retrouvent ainsi à Madrid.

organigramme de l'OAS

DU COLONEL GODARD



La réalité est toute autre: en fait d'OAS il y a :

- une OAS-Mitidja : Salan, Ferrandi, Martel.
- une OAS-Alger : Susini, Gardes, Godard, Perez, Degueldre, Broizat.
- une OAS-Métro : Sergent, Godot, puis Canal.
- une OAS-Oran : Jouhaux, Micheletti père et fils.
- une OAS-Espagne : Lagailarde, Argoud, Lacheroy.

De plus JJ Susini et M. Leroy, qui détournera plus de 10 millions de fond OAS au profit de Jeune Nation, créent pour servir leur dessein un « Front Nationaliste » à leurs ordres, réunion de tous les néo-fascistes. Il aura son service action : ses commandos Z dirigés par Anne Lœsch, J.M. Zagamé, J. Sarradet et R. Villars, ancien chef de France Résurrection.

l'OAS amnistiée

De l'Algérie Française à la grand peur de Mai : les « causes » passent, les mercenaires du pouvoir demeurent.

* décembre 1963 : près de 200 nervis OAS graciés

* de 1964 à 1968 : 4486 assassins OAS amnistiés sans bruit dont Zeller et Challes en 1966 et Jouhaud en 1967.

* Les grâces de juin complétées par l'amnistie de juillet mettent un point final à ce « grand pardon » pour « service à rendre ». Les 176 derniers criminels de l'OAS sont libérés, toute recherche contre eux est définitivement abandonnée.

Rappeler leurs forfaits serait, pour un peu, un délit plus condamnable que leurs assassinats. Les derniers nervis libérés ont pour nom :

Bidault, Soustelle, Susini, Watin, Ortiz, Achard, Lagailarde, Perez, Lefevre les généraux Salan et Gardy

les colonels Lacheroy, Broizat, Chateau-Jobert, Dufour, Gardes, Godard

les capitaines Sergent, de St Remy, Piquet

l'adjudant Robin et quelques autres du même acabit.

Et pour ceux qui pourraient malgré tout avoir encore des doutes sur la signification de cette clémence gouvernementale, rappelons qu'en sont écartés a priori les objecteurs de conscience et qu'elle ne s'étend pas aux TOM-DOM.

D'ailleurs les membres de l'UDR se sont on ne peut plus clairement expliqués sur le but qu'ils poursuivaient avec ces mesures : laissons leur la parole :

J. Baumele :

« Les dramatiques événements que nous venons de vivre ont rapprochés de nombreux français qui s'étaient opposés dans le passé, même le plus récent. Dans l'intérêt national, et par delà les hommes et les opinions, il faut aujourd'hui réconcilier définitivement ces hommes en tournant la page du drame algérien ».

G. Pompidou, le 18 juin :

« A l'heure actuelle, nous faisons appel à tous ceux qui ne veulent pas du communisme totalitaire ».

La Nation (célèbre bulletin intérieur) :

« Les gestes qui viennent d'être accomplis par le général de Gaulle, à l'occasion de la commémoration du 18 juin — cette date qui lui appartient depuis 28 ans — concourent à l'apaisement nécessaire. Qui, nécessaire, parce que la secousse qu'a connu notre pays a montré qu'il fallait dépasser et effacer les clivages antérieurs en face de la nouvelle menace qui pèse sur nos libertés... Le général de Gaulle... a voulu montrer que toutes les divergences de naguère doivent s'effacer quand la patrie est en danger »

Limouzi :

« Les événements de mai ont rejeté loin en arrière ceux d'Algérie ».

Dans le même temps, le général n'oublie pas ses vrais ennemis, ceux qui fondamentalement peuvent remettre en cause son projet : la classe ouvrière, les défenseurs et propagandistes de la Révolution algérienne,

ceux qui s'organisent pour lutter d'une façon conséquente contre la pègre fasciste de l'OAS. Contre eux, il ne ménage pas ses coups.

— juin 60 : suppression de la subvention accordée par l'Etat à l'UNEF.

— 27 octobre 60 : violente ratonnade à la sortie d'un meeting organisé à l'initiative de l'UNEF et qui regroupe près de 15 000 personnes.

— octobre 60 : procès du réseau Jeanson d'aide au FLN (transports de fonds, de tracts de propagande, missions de contact et de liaison...) où 19 accusés sont condamnés à la peine maximum

— octobre 60 : annonce de poursuites judiciaires et disciplinaires contre les signataires du « Manifeste des 121 », prônant le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie.



— 17, 18, 19 octobre 61 : sanglant pogrome policier organisé à l'occasion de la manifestation pacifique d'Algériens à Paris à l'appel du FLN. Les morts et blessés graves se chiffrent à plusieurs dizaines ; plus de 12 000 arrestations sont opérées.

— 19 décembre 61 : manifestation anti-OAS interdite comme beaucoup d'autres. Elle regroupe plus de 20 000 personnes. Plus d'une centaine sont sérieusement blessées par les forces de répression.

— 8 février 62 : manifestation de Charonne organisée pour protester contre les attentats des criminels de l'OAS dont la veille a été victime la petite Delphine Renard. Elle est encore interdite : des dizaines de blessés graves, 8 morts. Toutes ces exactions et ces crimes

des bandes officielles du régime sont couverts et légitimés par le gouvernement.

le front universitaire antifasciste

1961. C'est l'année où commence la vague d'attentats criminels de l'OAS. Pour s'opposer à l'action terroriste de ce ramassis de crapules, des intellectuels anti-fascistes mettent sur pied une vague coordination à laquelle participe le PCF. Il s'agit du FACUIRA. Ce sigle serait resté presque inconnu si, à l'initiative des militants révolutionnaire de l'UEC, ne s'était créé le FUA. Ce front devait en effet tenir jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie le devant de la scène de la lutte contre le gang criminel de l'OAS et ses partisans. Ce sera la première intrusion du mouvement révolutionnaire étudiant sur la scène politique avant 68.

Le FUA se donne pour but de mener la lutte politique et physique contre ces assassins. Il mène un intense travail de propagande et d'éducation anti-fasciste qui culmine dans des manifestations qui regroupent jusqu'à 7 000 lycéens et étudiants. Cependant, c'est son SO qui lui vaut rapidement une certaine « célébrité ». Celui-ci, permanent, empêche toute apparition publique (ventes, meetings...) des fascistes. Leurs dirigeants sont interdits de séjour dans les facultés. C'est l'époque où Duprat préfère s'abstenir de fréquenter l'Institut de Géographie. Sa mégalomanie sans borne, célèbre même dans l'extrême-droite, ne peut le convaincre de résister au châtement que lui assènent les militants anti-fascistes. Les nervis rescapés de cette époque, gardent tous un souvenir des plus cuisants de l'efficacité du SO du FUA. Plusieurs plastiqueurs de l'OAS sont, comme ceux du Figaro, arrêtés par les militants anti-fascistes qui les remettent aux flics. Pour briser cette mobilisation, des membres du gang assassin plastiquent plusieurs leaders du mouvement dont Alain Krivine.

Mais loin d'atteindre le but recherché par ces nervis, ces attentats exacerbent la combativité des comités de base.

Ses moyens d'action, ses premiers succès contribuent à faire du FUA une réelle organisation de masse. Tous les courants politiques y participent : catholiques, PS, PSU... et même le PCF contraint et forcé de ne pas ignorer un tel mouvement.

Sur Paris, il regroupe de 5 000 à 6 000 adhérents. Des comités de base importants se créent à Caen, Aix, Marseille... Son impact déterminé en son sein une intense bataille politique. Le PCF, voyant la direction du mouvement lui échapper et œuvrer dans une ligne qu'il caractérise comme gauchiste et aventuriste, essaye par tous les moyens de saborder le FUA. C'est qu'en effet la comparaison des pratiques réciproques du FUA et du « parti de la classe ouvrière » n'est pas des plus flatteuses, des plus avantageuses pour ce dernier. Il tente même en vain d'impulser la création de mythiques comités de base du mouvement de la paix tout à sa botte.

Le FUA est incapable de survivre à la fin de la guerre d'Algérie. En 1962 il disparaît. Mais il a marqué toute une génération de militants dont les meilleurs continueront le combat révolutionnaire au sein de la fraction de gauche de l'UEC d'où naîtront quelques années plus tard divers groupes révolutionnaires.

De Gaulle refuse, et pour cause, de mener la lutte contre l'OAS avec ses plus réels ennemis. Cette lutte fratricide (plus d'un parmi les assassins de l'OAS sont passés par le gaullisme) il va la mener avec ses fidèles baroudeurs et nervis anciens du BCRA, du SO du RPF et regroupés à présent soit au sein du SDECE, soit au sein du SAC où ils entretiennent tout à la fois le souvenir, la forme et les relations. Dans cette lutte menée sous la haute main de R. Frey apparaît en pointe d'abord la « Main Rouge ». Il s'agit d'une organisation anti-terroriste bidon montée en épingle et qui sert de couverture à toutes les actions « répréhensibles » du très officiel SDECE qui ont lieu en RFA, Suisse, Italie, Belgique. Par ailleurs, ce très honorable service, dont une des têtes est déjà Leroy-Fainville, n'hésite pas, pour éviter de se mouiller lors des « bavures », à engager pour accomplir ses basses besognes des truands comme Jo Attia, d'anciens cagouleurs, des poujadistes comme Berthommier. Apparaissent ensuite ceux que l'on a appelés les « barbouzes ». Ces hommes sont sous le contrôle politique à Paris de R. Schmittheim, dignitaire UNR et dirigés sur le terrain par L. Bitterlin. Leur service action est sous l'autorité directe de A. Goulay, adjoint de D. Ponchardier au SO du RPF ancien commando aux côtés du colonel Barberot. Le recrutement est assuré, à la demande du ministère de l'Intérieur, par ses « copains » Ponchardier et les époux Lemarchand qui assurent la liaison Alger-Paris. Les barbouzes gaullistes se mettent à l'action sous la couverture d'un fantomatique mouvement pour la coopération (MPC), créé par l'UNR J. Dauer, et dont les membres sont secrètement payés par les fonds de la délégation générale du gouvernement en Algérie par l'intermédiaire d'une société commerciale fictive, la SEDA (Société Européenne de Diffusion en Afrique).

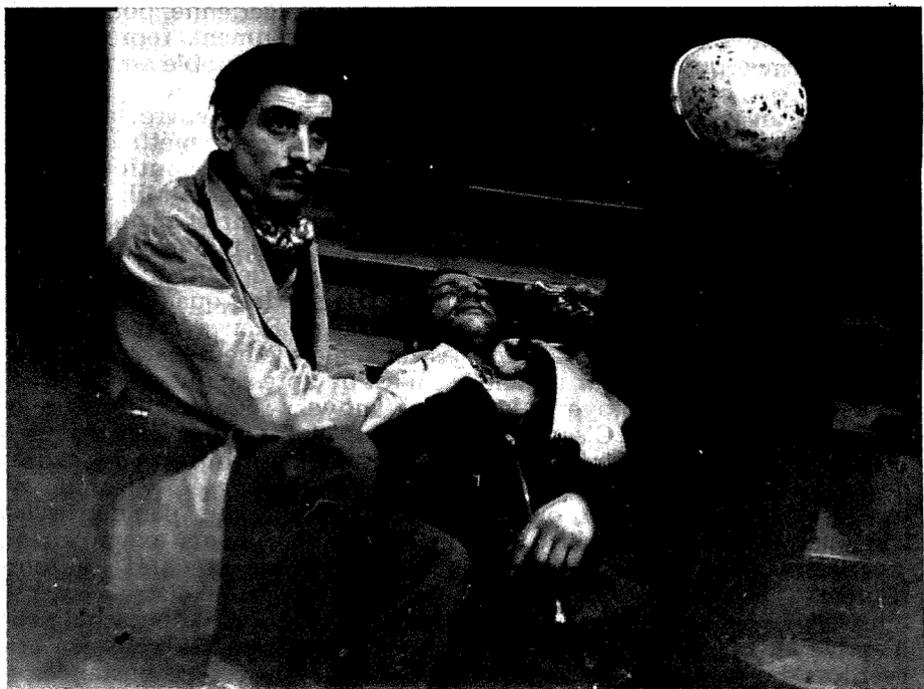


Sanguinetti, Frey, Debré : la raison d'Etat couvre tous les crimes...

Mais, dans le même temps qu'il liquide l'affaire algérienne, pour asseoir sérieusement son pouvoir, de Gaulle doit absolument reprendre en mains l'armée pour en faire un instrument docile, véritable armature de son Etat fort.

Dans un premier temps, il s'y emploie par la manœuvre, la corruption : décorations, avancements mutations... Mais cette méthode douce se révèle rapidement inefficace. Les comploteurs continuent de comploter jusque dans les bâtiments officiels de l'Ecole Militaire. Là, chez le colonel Lacheroy, se réunissent fréquemment et régulièrement les généraux Gardy et Faure, les colonels Broizat, de Blignières, Godard, Argoud, Gardes... Les réunions sont connues des R.G., pourtant, aucune intervention ne vient les troubler. Degueldre, quant à lui, va et vient librement en Algérie, se rend librement en France chez le colonel de Blignières. Les RG connaissent ces faits, mais le lieutenant déserteur n'en est pas inquiet pour autant. Ce n'est qu'après le putsch d'avril 61 qu'il se résoud à employer « les grands moyens » : arrestations, sanctions, condamnations. C'est donc contraint et forcé par le danger potentiel que peut représenter la révolte pratiquement ouverte des cadres de l'armée, en particulier des colonels dont le rôle a été déterminant lors des barricades de 60, où ils ont mené leur affaire par dessus les généraux, qu'il s'est résolu à quelques rares châtiments exemplaires : 4 officiers condamnés à mort et effectivement exécutés, Argoud récupéré en RFA. Profitant de l'immobilisme de la classe ouvrière muselée par ses organisations, il s'est même permis lors du putsch d'avril d'employer un langage qu'aucun « démocrate sincère » n'avait osé utiliser lors de son putsch du 13 mai 58. En effet, dans ces circonstances, il n'a pas hésité à appeler le contingent à refuser d'obéir à tout officier comploteur, y compris quand il s'agirait d'opérations militaires contre le FLN et à réduire ce complot militaire par les armes s'il le faut. C'est que pour lui, la lutte dans laquelle il s'est engagé est trop sérieuse pour qu'il risque de la perdre par des demi-mesures, des atténuations. Il s'agit en effet pour le général de briser l'armée coloniale en tant que faction, en tant que force politique autonome, ce qu'elle tend de plus en plus à devenir depuis l'agonie de la IVème République et le 13 mai 1958. Ce que consacre le putsch d'avril 61 ou, pour la première fois, elle n'est pas une force d'appoint dont on recherche l'appui, mais elle se pose et agit en volonté politique propre. Ce fut là d'ailleurs la seule forme de développement vraiment sérieuse du fascisme dans l'après-guerre. En effet, sous toutes ses autres apparitions, il s'est révélé assez faible. Même au moment de son apogée comme mouvement de masse, par le biais du poujadisme, le fascisme n'osa jamais vraiment s'attaquer de front au mouvement ouvrier.

Fin 1962, des activistes de la guerre d'Algérie, il ne reste plus que des groupes destructurés, des individus isolés : ex-officiers renvoyés dans le civil, pieds-noirs quittant l'Algérie, petits-bourgeois cultivant l'humiliation de la braderie de l'empire et évincés par la concentration capitaliste. Ce n'est plus là qu'une clientèle pour politiciens fascisants utilisables si nécessaire pour contre-balancer une reprise d'activité politique du prolétariat que l'action du pouvoir résolument anti-ouvrière et maintenant libérée de toute entrave ne manque pas de susciter en 1963 : plan de stabilisation, grève des mineurs, nombre de jours de grève le plus élevé depuis 10 ans. Le poids du gaullisme et de l'Etat fort triomphant occupant l'ensemble de l'espace politique de la droite et de



*Octobre 61, massacre de centaines de militants algériens...
Février 62, assassinat de militants anti-impérialistes français...
Pour le gaullisme, la lutte contre-révolutionnaire était plus
importante que la lutte anti-OAS.*

l'extrême-droite, va ruiner les velléités du fascisme tentant en vain de s'affirmer comme force politique. C'est ce que démontre l'échec cuisant de l'ARLP de Tixier-Vignancourt lors des élections de 1965.

Dès lors, à la recomposition éphémère des groupes d'extrême-droite autour du pôle algérien, succède un émiettement groupusculaire. Le gaullisme tout-puissant ne laisse de place dans l'espace politique français sur sa droite que pour une secte para-militaire et hyper fanatisée. La cohésion d'un tel groupuscule, type Occident, n'est maintenue qu'au travers de sa volonté politique sommaire et de ses pratiques terroristes visant à « casser du bolcho » à tout prix, et qu'au travers de sa fidélité à la tradition impériale. Ce sont là les seules terres incultes sur lesquelles de tels groupes, transformés en gardiens du souvenir, peuvent espérer sinon se développer et croître, du moins subsister tant bien que mal. C'est sur ces terrains qu'il vont se faire casser en 1966-67 par les militants anti-fascistes. Au début de 1968, les militants anti-impérialistes ne leur permettront pas de développer un mouvement de soutien aux fantoches de Saïgon. C'est à cette époque que R. Holleindre, actuellement à la direction du Front National, cache-sexe électoral des nazillons d'Ordre Nouveau, lance son « Front Uni de soutien au Sud-Vietnam », dans l'espoir d'une aide financière substantielle de la part des fantoches qui pourrait servir en partie à soutenir une campagne de propagande intensive glorifiant les crimes de l'impérialisme US et de ses valets locaux.

Ce front bénéficie du soutien d'Occident, du MJR, et de 33 autres organisations dont le CEPEC, le cercle La Tour du Pin, l'association Marius Plateau, le cercle Fustel de Coulanges, l'Union des Intellectuels Indépendants, le club des Vérités actuelles, le club de la culture française, etc... Le 7 février 1968, sous la protection très active de forces de l'ordre, il réussit à tenir un pâle meeting à la Mutualité. Le 30 mars, une manifestation se déroule avenue de Wagram avec l'accord bienveillant et la protection efficace de la préfecture de police. Ces parades fascistes prendront fin le 29 avril 1968. Ce jour-là, les militants des Comités Vietnam de Base font œuvre de salubrité publique en nettoyant l'exposition à la gloire des fantoches que prétendaient tenir R. Holleindre et ses nervis au 44 rue de Rennes. Jusqu'au raid de commando de ces nervis contre les lycées parisiens, dans lesquels se distinguent Malliarakis et Holleindre, c'en fut fini de l'apparition publique des fascistes.

Au niveau international, la révolution coloniale connaît un 2ème souffle que concrétise en particulier l'offensive du Têt de janvier-février 68. Sous son impact, la jeunesse secoue le joug du réformisme stalinien : CVN et CVB deviennent des organisations de masse.

Au niveau français, depuis 1963, on assiste au lent réveil de la classe ouvrière qui supporte de moins en moins sans broncher la dégradation de ses conditions de vie et de travail qu'occasionne la politique de modernisation, de rentabilisation maximum du capital. La fin de l'année 67 est profondément marquée par les grèves de la Rhodiaceta et les affrontements du Mans.

Sur ce climat de mécontentement croissant, la jeunesse, libérée de la gangue du réformisme stalinien sous l'impact de la révolution coloniale et en particulier indochinoise, va jouer un rôle de détonateur. Sous l'impact des barricades, des affrontements entre les étudiants et les forces de l'ordre dans lesquels elle se reconnaît, la classe ouvrière pousse à la roue ses organisations. C'est le 13 mai, c'est la grève générale, c'est mai 68 qui fait voler en éclats le cadre de l'Etat fort pour un temps. C'est mai 68 qui signifie la fin du gaullisme avec de Gaulle qui se survivra jusqu'au referendum d'avril 69. Pompidou qui, dès le mois de janvier à Rome, avait fait acte de candidature, remplace le vieil homme aigri qui s'est révélé incapable de museler durablement la classe ouvrière.

1968 - 1973

Une série de responsables des services parallèles, mis à l'écart après l'affaire Ben Barka, ou ayant perdu leur crédibilité, voient leur possibilité de pression, les moyens mis à leur disposition s'amenuiser. Le problème d'avant 68 était celui-ci : est-il nécessaire de garder le contact avec des mercenaires qui s'avéraient non seulement peu efficaces, mais de plus en plus gênant ? On peut considérer que le tournant se situe en 66 après l'affaire David (assassinat du commissaire Gallibert).

Dans la période où le problème de l'existence de tels services se posait, éclate une violente crise du système. Et le pouvoir affolé se tourne encore une fois vers ceux qu'il rappelle si souvent mais qu'on veut oublier au plus vite ; la chaîne de ceux qui savent si bien se rendre indispensables pour contacter les réseaux mis en place. Debré, Fanton, Foccart, Ponchardier, Lemarchand.

A) Une des solutions

Aussitôt ils vont donner l'explication suivante du mouvement : « C'est un complot préparé depuis très longtemps par un petit nombre d'agitateurs », explication qui permet de faire comprendre qu'on aurait dû s'occuper de ces comploteurs bien avant, et qu'il suffirait du renforcement de certaines structures telles que le SAC, pour mettre à la raison cette minorité étudiante, et de décider la création d'une organisation politique capable d'empêcher leurs idées subversives de se propager.

« Quelques centaines d'étudiants arrivent à déclencher une grève qui bloque l'appareil d'Etat, et désempare complètement le pouvoir politique ; une telle situation ne peut plus, ne doit plus se produire ».

Un projet va se faire jour, constituer une organisation : l'appel est lancé, les CDR apparaissent et c'est la fraction qui depuis longtemps essaye de mettre en place un parti politique national, anti-communiste et capable par son poids d'obtenir pour ses chefs une audience importante au niveau de l'exécutif, qui va animer la création des CDR.

Qui dit parti, dit structuration, et quand on explique que la France est contaminée par la pègre marxiste, on rend cette structuration efficace. Il est nécessaire de fortement centraliser, hiérarchiser, pour assurer la reprise en main politico-militaire de la situation — et en tirer bénéfice — Conséquences : interventions tout azimuth, les CDR dans un premier temps veulent apparaître sur tout et partout. Flins, EDF, lycées, parents d'élèves, université...

Pour les SAC on clame les mêmes préoccupations mais on précise les méthodes : intimidation par la violence, par l'exemple ; le SAC deviendrait un groupe anti-terroriste. A ceux à qui on donne cette explication, on précise l'organigramme, service action renseignement, donc passe-droit, armes, adresses, argent, couvertures, impunité. Quelle aubaine pour le « milieu » qui voyait peu à peu remettre en cause ses anciens contrats. Impunité c'est 7 000 adhésions, autant de « militants » qui ont un passé ou tout du moins auront un avenir judiciaire.

Ceux qui mettent en place ces deux organisations, ceux qui expliquent que la France est touchée par le mal à tous les niveaux, vont pousser pour obtenir des moyens qui permettent une lutte efficace contre un ennemi si puissant : argent, immeuble, journal, voiture, frais de mission, voyages, conférences, stages.

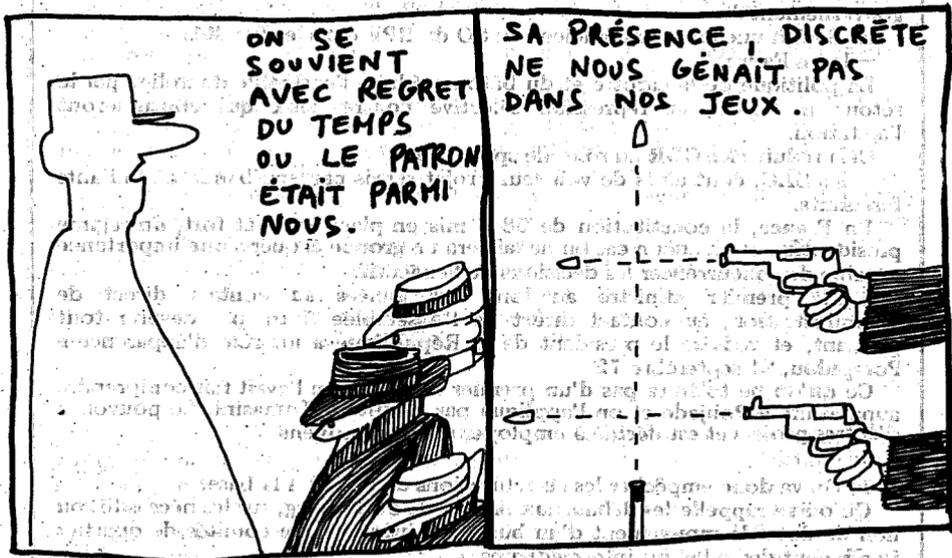
C'étaient les pensées politiques d'une fraction de la bourgeoisie — et en 69, elle pensait qu'il fallait mettre au pas le pays, mais ça impliquait de se heurter rapidement à un mouvement ouvrier fortement organisé, sorti intact d'une immense mobilisation de classe : la dynamique c'était de faire des CDR, un appareil capable de briser les grèves, toutes les grèves. En même temps casser l'apparition des militants qui en milieu étudiant, lycéen avaient dirigé la révolte et continuaient d'animer le mouvement :

- empêcher la structuration de ces groupes
- interdire la vente de leurs journaux
- interdiction des manifestations
- lancer des groupes d'intervention à l'assaut des facs et des lycées.

B) Un autre projet : celui du gouvernement.

Essayer d'intégrer l'ensemble du mouvement dans les usines :

- politique des contrats de progrès, participation



Cela réduit : les CDR à un mouvement d'opinion et d'opinions gouvernementales

les SAC à une amicale d'anciens du SO du RPF dans les facultés

— la loi Faure

La politique de la carotte et du bâton : séduire l'ensemble du milieu par le retour à l'ordre et répression sélective contre ceux qui continueront l'agitation.

Cela réduit : les CDR au rôle de spectateurs

les SAC, contraints de voir leur projet repris par une bande d'étudiants fascisants.

En France, la constitution de 58 a mis en place un Etat fort, un régime présidentiel, et en aucun cas on ne laissera un groupe acquérir une importance capable de concurrencer les décisions de l'exécutif.

« ...le premier ministre au long des années au contact direct de l'administration, au contact direct de l'Assemblée finira par devenir tout puissant, et réduira le président de la République à un rôle d'apparence » Pompidou, 21 septembre 72.

Ce qu'on ne tolérera pas d'un premier ministre, on l'avait fait comprendre auparavant à Poujade et on l'appliqua par la suite à Tomasini. Le pouvoir a d'autres projets et est décidé à employer d'autres moyens.

1) On va donc empêcher les structurations de l'UDR à la base.

Qu'on se rappelle les débats aux Assises de Strasbourg, sur les nécessités ou non de doter le mouvement d'un bureau politique et de comités de quartier impliquant des échelons intermédiaires.

2) Casser les tentatives des CDR de s'ériger en groupe politique qui rapidement s'autonomiserait par rapport au gouvernement en place.

— critique de la loi Faure

— comité des Côtes d'Or

— prise de position par rapport aux scandales

— demande de sanction contre un député UDR

3) Briser les SAC, renvoi de 3 000 « militants », non réinscription des 3 500 autres.

C) Une reprise en main difficile.

Au niveau de :

— l'UDR : éviction de Poujade, discussion de Strasbourg, intervention présidentielle, éviction de Tomasini, refus de voir élu Sanguinetti ou Fanton à la présidence de l'UDR.

— CDR : de nombreux départs, rappels à l'ordre, exclusions, « réactionnaires obtus et fascisants » (E.Faure); un nouveau type de structuration est imposé; mettre le fichier en réserve (50 000 noms), congrès mai 72

— SAC : leur refuser l'impunité, de nombreux « militants » sont envoyés en Amérique du Sud; Dominique Ponchardier n'était-il pas ambassadeur en Bolivie; là ils font « peau neuve » dans les commandos anti-terroristes; d'autres se regroupent de manière dissidente.

Sud ouest, Pierre Camy Peret, ancien adjudant, chef des paras et membre de la direction nationale les regroupe.

Marseille, Georges Michelin se charge de contacter les anciens avec la bénédiction de Paul Comiti, ancien chef du SAC qui dirigeait les gorilles de de Gaulle.

Région Parisienne, Charles Pasqua, chargé de recruter des barbouzes dans la région de Marseille, organisateur de la manifestation gaulliste de 68, met au point les CSPP.

D'autres se mettent à leur propre compte ou presque :

Vol : avril 69, un soldat vole des armes qu'il remet à 3 responsables du SAC
Hold-up : janvier 70, arrestation d'une bande de 9 gangsters dont sept ont la carte du SAC ; une douzaine de hold-up à leur actif, armes et butins chez un membre du SAC

septembre 70 : Christian Costa, membre du SAC, attaque un convoyeur de fonds à Carcassonne.

Assassinats : 29 juin 68, un commando du SAC tire, Marc Lanvin est tué par balle ; Sauveur Padovani, responsable du SAC est arrêté avec deux de ses amis pour le meurtre de la gouvernante du châtelain de Puyricard.

Drogue : août 70, Serge, Constant : « J'ignorais que je convoyais de la drogue, dit-il, On m'avait dit que je transportais des documents du SAC qu'il fallait mettre en lieu sûr ».

septembre 71 : Ange Simonpieri, membre du SAC, lâché en septembre, après deux ans de liberté, malgré les accusations de la police suisse.

Certains se retrouvent, et comme ils participent à beaucoup des activités décrites, décident de mieux centraliser ces affaires, louent un immeuble et se baptisent Société, ainsi naîtra l'ETEC.

D) La solution

En aucun cas le pouvoir ne liquiderait toutes les gardes prétoriennes du régime, s'il ne remplaçait peu à peu ces structures fascisantes en les intégrant à l'appareil d'Etat afin de mieux les contrôler.

Et si pour l'instant on ne proclame pas bien haut la dissolution des SAC, c'est parce que la preuve irréfutable d'une reprise en main définitive de la police n'a pas été donnée, que le malaise s'accroît, mais la centralisation dans tous les services de l'Intérieur et d'un autre côté une spécialisation très cloisonnée, sont les grandes lignes d'une réforme qui tend à faire de la France un Etat policier permettant en cas de crise révolutionnaire de faire l'économie d'un bouleversement des structures étatiques (coup d'Etat) mais la mise en place très rapide d'un régime dictatorial ayant à sa disposition les moyens de sa politique contre-révolutionnaire :

- quadrillage par flots
- fichage centralisé
- brigades spécialisées
- troupes entraînées.

Parallèlement à cette réforme de la police, l'armée devient peu à peu une armée de guerre civile, maintenue à l'écart des controverses politiques, éduquée et entraînée au maintien de l'ordre, habituée à des manœuvres comme la DOT dont le but a le mérite d'être clair (bleu contre rouge).

L'Etat se dote de structures beaucoup plus sûres qu'une bande de truands compromettants, les barbouzes pour la plupart sont intégrées dans les différents services de l'Etat : SDECE, DST ; les autres ont réinvesti leurs connaissances à l'étranger ou sont écartés.

Devant le danger de voir les polices parallèles remplir le même rôle que celles qui ont facilité l'accès de de Gaulle au pouvoir, elles sont éliminées au profit de services plus efficaces car contrôlés et légalisés :

- service anti-gauchiste
- brigade anti-gang
- brigade anti-terroriste

le tout surveillé et centralisé par des super-préfets de police (Lyon, Marseille...)

Donc, toute une série de tâches qui n'étaient qu'indirectement prises en compte par le pouvoir, deviennent le quotidien d'un Etat policier, et permet de se débarrasser d'un encombrant ramassis d'imbéciles, de truands, de brutes bavardes ou de dirigeants mythomanes.

La répression parallèle prise en charge par le pouvoir : une des données des prochains mois.

Mais dans la « majorité », tout le monde n'est pas d'accord. Debré qui pense à juste titre que ce sont ses réseaux qu'on liquide, en prenant prétexte de bavures ; Griotteray qui pense qu'on a raison de liquider de tels réseaux — mais tout comme Debré, Charbonnel, Fanton, Kaspereit, Lafay, Pasqua, Sanguinetti, Taittinger, Tomasini — il considère que nous nous dirigeons vers un affrontement, qu'il faut avoir non seulement en réserve des « militants », mais aussi mieux structurer un parti, former des cadres :

- inquiet du développement de l'extrême gauche
- inquiet de la perspective de l'Union de la Gauche et de sa dynamique sociale

que rapidement l'exécutif ne pourra plus se contenter d'être un « arbitre », que d'autre part, il leur faut un tremplin à leurs ambitions dictatoriales et que seule une base sociale peut permettre l'apparition d'un chef ayant un poids par rapport aux tergiversations gouvernementales. Que l'on ne peut pas faire un pari historique de cette ampleur, la perte de l'appareil d'Etat, qu'il faut un outil pour empêcher la crise révolutionnaire d'aboutir.

Dans le contexte de l'après mai 68 et dans la situation présente, une série de rescapés fascistes vont essayer de faire passer leur projet politique et nous comprenons que certaines de leurs vues convergent avec les plans d'une fraction de la bourgeoisie.

La question posée est celle de la construction d'un parti.

Les divers courants fascistes vont essayer de la résoudre en appelant à la naissance d'un parti nationaliste unifié :

1ère tentative : on organise des tables rondes avec toutes les « personnalités » d'extrême droite (Holleindre, Duprat, Robert...) ; aucun n'a de base, tous prétendent à la direction ; personne n'est reconnu : éclatement.

2ème tentative : on contacte certains dirigeants, on fournit les moyens et on pense construire par le haut (Susini) ; on se heurte au pouvoir : interdiction du meeting du 26 février.

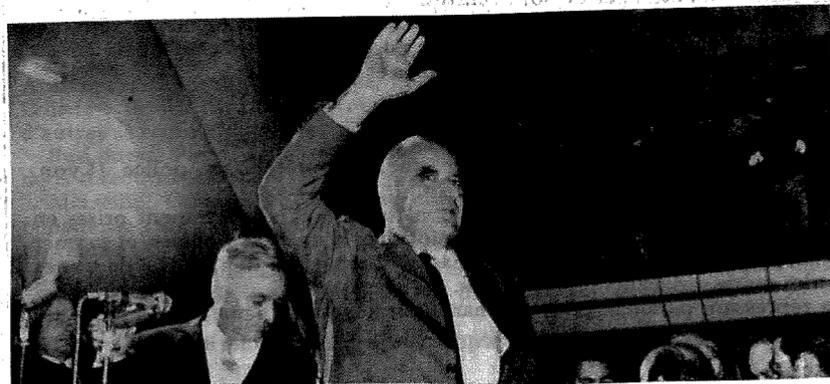
3ème tentative : on recontacte certains « militants » à la base, on lance des actions publicitaires et on espère recréer Occident : opération en 69 contre Louis le Grand (inculpation de Malliarakis).

4ème tentative, premier succès : on comprend les projets du pouvoir — donc dans un premier temps on n'apparaît qu'au niveau universitaire.

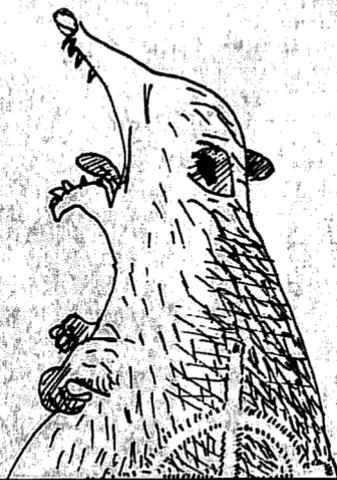
On comprend la situation de l'extrême droite — pas de décision envisageable avant d'être reconnu comme dirigeant — on se constitue une base.

On discute avec le pouvoir — pour bénéficier de l'impunité par rapport à un gauchisme tout puissant au niveau des facs — conférence Duprat — aux parlementaires — contact Guichard — Décembre 69 : appel après Nanterre : constitution de groupes étudiants modérés, mais musclés.

Le projet du pouvoir étant de faire pièce au développement du gauchisme universitaire, il laisse se créer le GUD et le fait bénéficier d'une large impunité au niveau d'Assas.



quelques biographies et dossiers



Raymond Marcellin ou le retour aux sources

Marcellin Raymond, né le 19 août 1914, contacté par les groupes de ligues fascistes à la faculté de droit pendant ses études, passe sa thèse à la déclaration de guerre, enseigne à l'université Jeune France et à l'Institut des Etudes Corporatives en 1940-44, qui se fixe pour tâche de diffuser les idées sociales de la révolution nationale, par l'illustration et la doctrine corporative du Maréchal dans les milieux professionnels et les organisations de jeunesse... joli programme !

Largelement plus engagé que Pompidou, qui lui, restera professeur de français pendant l'occupation, il défendra le régime de Pétain ce raciste antisémite, créateur de la milice fasciste, dispensera et appliquera ses leçons.

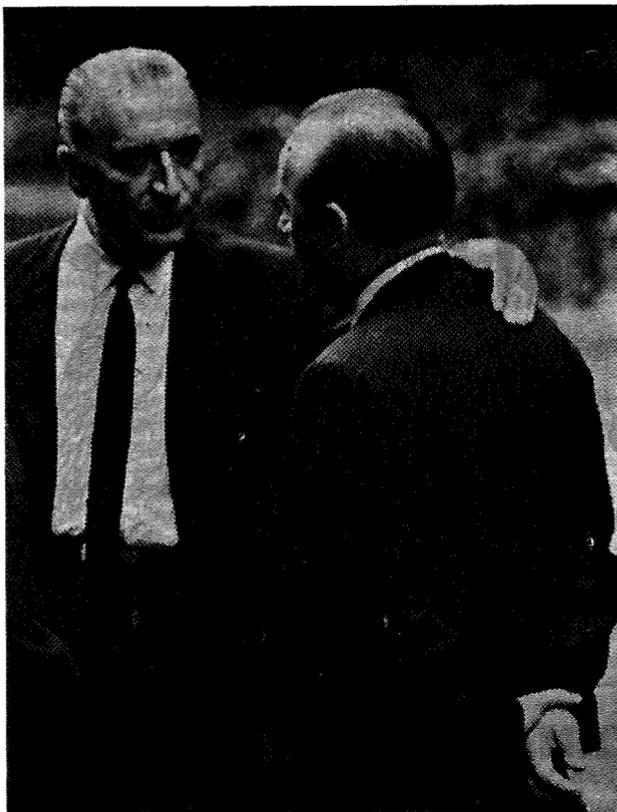
Mais Marcellin a tout renié et cela serait à son honneur si ce retournement ne s'était produit dans les dernières semaines de l'occupation.

Il jette sa francisque donnée par le Maréchal Pétain pour services rendus et se fait inscrire sur une liste donnant droit à la croix de guerre !...

Raymond a pris le dernier train, ce ne sera pas la dernière fois.

En 1946, on le retrouve député dans un petit fief en Bretagne où sa vision de la famille et de la religion ne trouble guère les esprits.

En 1948 il commence sa médiocre carrière de haut fonctionnaire de la 4ème, sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, son patron s'appelle Jules Moch à qui il voue une réelle admiration, on le comprend, Jules Moch a su mater quelques grandes grèves ouvrières à l'aide de tanks, chiens policiers et fusillades avec... des ouvriers tués au bout du compte.



Marcellin
Raymond

professeur
domicilié à
Vichy

décoré
de l'ordre
de la
francisque
par
Pétain

parrains:
Bouvier-Again
A.Giraud

sous le numéro
2232

En 1951, Marcellin quitte le train du gaullisme à temps, au moment où De Gaulle cultive la solitude dans son jardin de Colombey, il se présente sous le mot d'ordre : « voter RPF, c'est risquer de faire élire un communiste ».

Et De Gaulle ne lui pardonnera pas d'avoir délaissé le prophète pour la majorité.

Pour refaire surface il lui faudra attendre Pompidou qui lui fera cadeau de quelques ministères (Santé Publique, Industrie, Aménagement du territoire etc...). C'est à Raymond Marcellin que l'on devra entre autres la diffusion de la messe le dimanche matin à l'ORTF et l'interdiction de la « Religieuse »...
Merci Raymond !

Marcellin a fait ses preuves ; en 1965 il devient maire de Vannes.

En mai 68, Fouchet n'a plus la cote dans le pouvoir vacillant, Marcellin se voit confier par Pompidou le Ministère de l'Intérieur, il rassemble à la va-vite les leçons apprises sous Pétain et Jules Moch, le chevalier Raymond est fin prêt pour sauvegarder l'ordre républicain et lutter contre le *complot international* de la subversion.

C'est à ce moment qu'il se révèle être un grand écrivain, son chef d'œuvre de la littérature française « L'ordre public et les groupes révolutionnaires » apparaît sur le marché.

Marcellin nous en apprend peu sur les groupes révolutionnaires mais beaucoup sur ce qu'il entend par « *ordre public* » et l'on y découvre une nouvelle fois le défenseur acharné de l'Occident chrétien : « La démocratie, la

liberté, l'égalité des chances, la justice sociale, l'humanisme chrétien sont des idéaux qui valent bien le communisme » (page 69).

L'avertissement de son livre doit en être un pour tout le mouvement ouvrier puisqu'il appelle « les Français à agir (contre les révolutionnaires) et non plus subir ». Décidément le flic littéraire aime bien l'écriture en bâtons !

...Son ouvrage ne se vendra qu'à quelques dizaines d'exemplaires...

Si Raymond a laissé dans sa Bretagne natale sa vieille mère sans doute en bute aux agents de la subversion bretons du FLB... il n'a pas oublié dans ses bagages les « valeurs morales » dont il a la nostalgie : *travail, famille, patrie, ordre* :

— « Ils s'en prennent à ce qui fait la force et la solidité de notre pays : à la police, à l'armée, aux pouvoirs publics ».

(24 juillet 1971 ; inauguration de la mairie de Peaule)

— « Une propagande anarchisante s'est acharnée à déprécier systématiquement les valeurs qui donnent à chaque homme son armature morale » (Le Monde : 4.12.71).

— « Contre la pornographie, je n'ai pas de grands moyens, mais je les utilise à plein.

En 1971, 15 tonnes d'ouvrages ont été refoulés à la frontière » (Le Monde du 8.12.72).

Depuis mai 68, le Ministre de l'Intérieur prend de plus en plus de place dans l'appareil d'Etat.

— C'est lui qui, en 69, aux présidentielles a ramené Giscard dans le droit chemin pompidolien.

— C'est lui qui a licencié Grimaud pour manque d'enthousiasme dans la répression

— C'est lui qui, après une décentralisation policière en banlieue s'est donné les pleins pouvoirs : il contrôle désormais l'ensemble des forces de répression

— C'est lui qui de jours en jours renforce les effectifs des forces de police et modernise leur équipement.

— C'est lui qui met en fiches tout ceux qui lui semblent suspects en France.

— C'est lui qui fait surveiller sa propre police

— C'est lui qui...

Peut-on pour autant parler de fascisme ? Certes non, mais la politique de Marcellin est de faire de la répression un état de fait familial et quotidien pour se débarrasser plus facilement des « gêneurs » avant qu'il ne soit trop tard. Son rêve est de le faire rapidement : « Ceux qui dirigent ces mouvements révolutionnaires anti-républicains devront tôt ou tard répondre de leurs actes devant la Cour de Sécurité de l'Etat. Pour l'ordre public, il vaudrait mieux que ce soit tôt »

La vigilance s'impose, tous ceux qui sont contre la croisade marcellinienne sont « anti-républicains » et Raymond est prêt à lâcher ses flics. Comme il l'a fait contre Deshayes, Guiot, les militants basques anti-franquistes, contre les Algériens, les paysans, les cheveux longs, les jeunes, les ouvriers du Joint, de Thionville et d'ailleurs.

Comme il est prêt à le faire contre tous ceux qui osent se mettre en grève pour une augmentation, la liberté d'expression politique et syndicale, contre les cadences infernales.

Contre tous ceux qui luttent pour instaurer le socialisme en France, pour abolir l'exploitation de l'homme par l'homme.

Jacques Foccart



Importateur de bananes ?

Jacques Foccart est né le 31 août 1913 dans la Mayenne à Ambrières le Grand (et passe la majeure partie de son enfance aux Antilles à Goubeyres en Guadeloupe).

Son arrière grand-père, Guillaume Louis Koch avait épousé une demoiselle Foccart, il joignit ce patronyme au sien.

En 1938, Jacques Foccart dirige une petite société d'import export.

Il fait la guerre 1939-40 comme sergent chef d'infanterie, après l'armistice il se retire en Mayenne pour créer une entreprise de charbon de bois pour véhicules à gazogène.

Après avoir pris contact avec Londres il est immatriculé en 1942 comme agent du BCRA (Bureau Central de Renseignement et d'Action). Il prend le pseudonyme de « Binot ».

En 1943 il constitue un réseau « action » en Mayenne.

En 1944, il est chef de mission de première classe (lieutenant colonel) du BCRA. Georges Chaffard cite une anecdote sur le Foccart-Binot de cette période :

« Le 27 avril, circulant dans l'Orne au volant d'une Renault sport, il franchit un barrage de la Feldgendarmrie, mais son adjoint, Roger Le Guerne, est tué en le couvrant de son corps. Traqué, Binot trouve refuge dans la ferme des N..., qui le cachent de la gestapo. Dans la nuit du 9 au 10 mai, onze membres de son groupe « action » sont arrêtés par la gestapo. Un seul reviendra de déportation. Jacques Foccart, avec trois de ses camarades réussit à s'échapper et reconstitue rapidement une autre équipe. En juin, lors du débarquement allié, il devient responsable, pour les départements de l'Orne, de la Mayenne et du Calvados, de l'exécution du « plan tortue », qui vise à ralentir, par la multiplication des sabotages et des embuscades, l'acheminement des blindés allemands vers la tête de pont de Normandie ».

Pourtant le 16 mai 1944, Foccart se trouve à Paris : à la préfecture de Police. « Que fait Mr Foccart à la préfecture de police pendant l'occupation, le 16 mai 44 ?

Conformément à la législation en vigueur, il y fait une déclaration d'immatriculation comme commerçant sous le nom Koch dit Foccart. L'autorisation lui est accordée pour le commerce et le versement de commissions d'import et d'export.

Voilà un clandestin bien imprudent ! »

(Déclaration de Me Roland Dumas au procès opposant le Canard Enchaîné à Foccart).

En octobre de cette même année il est envoyé en stage à Londres par le BCRA puis pour une mission en Hollande.

En 1945 il est démobilisé comme capitaine de Réserve (après avoir obtenu le brevet de para).

Il reprend son métier d'exportateur. En octobre de cette année, De Gaulle lui demande de se présenter sous l'étiquette de la « France combattante » aux élections législatives dans la Mayenne, il accepte. Mais deux jours avant le dépôt des candidatures, Jacques Chaban Delmas lui demande de céder le tête de liste à Soustelle et Soustelle sera élu.

En 1946, il crée la SAFIEX (Société Anonyme d'Import-Export) spécialisée dans les échanges avec les pays d'Outre-mer.

En avril 1947, il reçoit la responsabilité du RPF pour neuf départements de l'Ouest (puis pour un département du Nord et des Antilles).

En 1948, il devient président de la Commission des Territoires d'Outre-Mer du RPF.

En 1949 il devient délégué national pour les TOM et DOM.

En 1952 il est nommé secrétaire général adjoint du RPF (le 17 juin un décret l'autorise à porter le seul nom de Foccart).

En 1954 il remplace Louis Terrenoire comme Secrétaire Général du RPF.

En 1953, avec le colonel de Bonneval, il accompagne De Gaulle en Afrique (où il rencontre Felix Houphouët Boigny président du RDA).

En 1956, avec O. Guichard, il accompagne de nouveau de Gaulle ; cette fois-ci pour un voyage aux Antilles et dans le Pacifique.

En 1958, il prépare le retour au pouvoir de de Gaulle (avec Guichard, Frey, Debré). En juin 1958, il entre comme conseiller technique à Matignon auprès de de Gaulle (Il est chargé des affaires africaines et de la liaison avec les services spéciaux : le SDECE créé en 1946).

En janvier 1959, de Gaulle passe à l'Elysée, Foccart le suit et devient conseiller personnel de de Gaulle pour les questions communautaires.

(Foccart est nommé Secrétaire Général de la Communauté le 17 mars 1959... et il crée le 3 juillet de cette même année une autre société : « L'OMNIUM national de représentation » qui est une « Société à responsabilité limitée, a pour objet, directement ou indirectement, en France, dans les départements ou territoires d'Outre-Mer de la Communauté, et dans les pays étrangers, toute opération d'importation, d'exportation, de commission de transit et de représentation » ? ? ?) Roland Dumas.

La création de la communauté amène la création d'un secrétariat général (dont le secrétaire est Raymond Janot, collaborateur du 1er ministre Michel Debré, Foccart lui succédera en mars 1960).

L'Afrique devient le domaine de Foccart (Président de la Communauté en liaison étroite avec le SDECE).

Mais Jacques Foccart est-il en relation avec les services spéciaux que depuis cette époque seulement ?

Georges Chaffart, dans le nouvel Observateur du 20 octobre 1969 avance divers indices qui permettent de croire que Foccart entretient ces relations depuis 45.

1) « Libéré en 45 du service « action » de la DGER (Direction Générale des Etudes et Recherches) avec le grade de capitaine de réserve, Mr Foccart se trouvait en 1958 Colonel de Réserve, sans avoir accompli de période de perfectionnement dans aucun corps de troupe connu, ni dans aucun état major. Son avancement n'a donc pu se faire qu'au titre de sa spécialité d'origine : le service secret.

Or l'on sait au moins qu'il a continué régulièrement, depuis 1945, à effectuer presque chaque été des stages de saut en parachute, dans des centres dépendant du service « action » du SDEGE, à Cercotte, près d'Orléans, ou en Corse. Ce qui montre au minimum la constance de ses relations ».

2) « Les activités commerciales de Mr Foccart avant 1958 présentent une double caractéristique : d'une part l'enchevêtrement des firmes gravitant autour de la société familiale, la SAFIEX, avec lesquelles il voisine, sous-traite ou partage des locaux et des numéros de téléphone ; d'autre part, parmi ses amis la forte proportion d'anciens des « réseaux » convertis dans l'import-export.

De là à conclure que ces firmes multiples truffées de vétérans du BCRA, offrant des occasions fréquentes de voyages d'affaires et orientées de préférence vers les échanges commerciaux avec l'Afrique du Nord, l'Afrique noire et l'Europe de l'Est servaient de couverture occasionnelle à des activités de renseignement, il n'y a qu'un pas, facile à franchir pour qui connaît un peu les méthodes de recrutement oblique des « Services ».

Encore doit-on se garder d'affirmer que Mr Foccart et ses proches amis, sont en ce temps là, des agents en activité sous une couverture commerciale. Ils semblent plutôt appartenir, avec d'autres à une « réserve » bénévole qui fait profiter spontanément le SDECE de ses relations, filières et informations. (Mais la SAFIEX et d'autres petites sociétés servent aussi à alimenter les finances du RPF et, le cas échéant, à renseigner le général dont la « retraite au désert » n'a pas émoussé l'intérêt pour les affaires mondiales. Enfin elles permettent à nombre de « vétérans » de vivre, et éventuellement de prospérer en attendant le retour sans cesse espéré du « patron »).

En 1966, le SDECE (après l'affaire Ben Barka) dépend de l'armée quand à la discipline et à l'organisation, mais il sera en fait sous la coupe du président de la République (R. Dumas)

Et pour le justifier :

allocation du Premier Ministre à l'Assemblée Nationale à la séance du 6 mai 1966, parue au J.O. du 7 mai 1966, page 1141).

« Pendant près de quinze ans, le SDECE par la force des choses a été orienté vers des affaires coloniales, qu'il s'agisse de l'Afrique noire, du Maroc, de l'Indochine ou de la Tunisie, qu'il s'agisse enfin de l'Algérie et de la guerre qui y était menée ».

Les renseignements recueillis par le SDECE sont transmis à l'Elysée au spécialiste de l'Afrique c'est à dire Foccart.

« Aucun événement politique ne pourra se produire en Afrique ou dans le Tiers Monde sans que le nom de J. Foccart s'y trouve mêlé » affirme R. Dumas et pour justifier cela :

« Un leader camerounais est assassiné en Suisse. Qui est compromis dans l'assassinat ? Le commandant Mercier, représentant du SDECE, et la compromission est telle que le procureur général Dubois, honorable suisse qui avait eu quelques faiblesses pour nos services d'espionnage, s'est suicidé. Qui est compromis ? Le service du SDECE. Qui accuse-t-on ? Jacques Foccart ».

« Un complot éclate en Guinée pour renverser le président de la République guinéenne. Qui accuse-t-on ? Jacques Foccart. Où l'accuse-t-on ? A la tribune de l'ONU ».

« Le leader congolais Tshombé est mis à mal par ses compatriotes, il fait appel au général de Gaulle dans ces termes que je ne résiste pas au plaisir de vous citer : « De Gaulle est grand, moi Tshombé je suis son prophète ». Qui accuse-t-on d'avoir manigancé tout cela ? Jacques Foccart ».

« Le général Bouassa a été prévenu d'un projet d'assassinat qui se perpétrait contre le président Mobutu. Qui dénonce-t-il à la presse internationale ? Mr Jacques Foccart ».

« Un conflit surgit entre Israël et la France à propos de l'embargo. Sous la plume d'un journaliste qui ne déplait pas systématiquement au pouvoir, Mr Pierre Rouanet, auteur d'un livre sur Mr Georges Pompidou, on lit :

Les réseaux gaullistes ne sont ni pro-arabes, ni anti-israéliens. Qui a pris la décision d'embargo ? Jacques Foccart ».

« La révolte éclate au Tchad, la France décide d'envoyer la légion : un débat a lieu au Sénat le 25 novembre 1969. Le sénateur Peridier qui prend ses responsabilités, l'exprime en ses termes : « Le conseil des ministres a dû se contenter d'un exposé technique fait par un haut fonctionnaire »

Qui vise-t-il ? Mr Foccart ».

Mais comment parler de Foccart sans rappeler l'affaire Ben Barka où il a été mis en cause :

C'est le fameux : « Foccart est au parfum » de l'inculpé Lopez.

Et quand au général Oufkir, lorsqu'on le pressait de contribuer à la recherche de la vérité, il répondait : « La vérité ? Allez donc la demander à Monsieur Foccart ! » (cité par Daniel Guérin qui explique qu'il peut en témoigner).

— N'a-t-il pas par la suite été accusé d'avoir utilisé les fonds secrets de l'Elysée à des fins politiques personnelles ?

— N'a-t-il pas été accusé d'avoir dans son bureau à l'Elysée un coffre bourré d'appareils d'écoute téléphoniques branchés sur tous les bureaux de l'Elysée ?

Pourquoi Poher licencia-t-il Foccart pendant son interim après le départ du général de Gaulle ?

Que d'accusations sont portées contre Foccart, Foccart dans l'ombre, Foccart éminence grise, Foccart responsable de la police supplétive qu'est le SDECE. Aujourd'hui Foccart est toujours à l'Elysée et accompagne Pompidou dans ses voyages en Afrique.

Foccart l'importateur de bananes ? Des bananes qui, en tout cas ont servi bien des régimes !

madame...

Tout pourrait commencer comme un habituel extrait du carnet mondain du Figaro : « M... et Mme... ont le plaisir de vous annoncer leur union en l'église... ». Mais ce qui deviendra peu banal dans ce mariage, c'est la série invraisemblable de décès qu'il va provoquer.

C'est à De Gaulle qu'on doit les premières présentations de ce futur couple : les Lemarchand.

Elle aurait pu devenir celle qui dans les salons vantait les mérites de son compagnon et peut-être que par la suite on lui aurait confié le patronage d'une association philanthropique. Mais la figuration ne lui plaît pas, elle va peu à peu s'imposer comme la plus sûre complice des forfaits de son époux, c'est elle qui s'occupe de tous les problèmes d'infrastructure pour la constitution des réseaux de Frey. Elle escorte son mari partout, dicte ses décisions et classe ses dossiers. En somme quand il agit elle est là ; sachez que désormais : barbouze s'emploie aussi au féminin

un SAC, un flic, un mort :

l' affaire Christian David

2 février 1966

Un coup de téléphone anonyme prévient le commissaire Galibert qu'un des truands qui a participé à l'enlèvement de Ben Barka, ou plus probablement à l'assassinat de Figon, est en train de parader dans un restaurant que fréquentent, gaullistes, flics officiels et plusieurs membres des services parallèles.

— ce restaurant est situé à cinq minutes du studio ou l'on a « suicidé » Figon. La police arrive, interpelle celui qu'on nomme le « beau Serge », il montre une carte du SAC, prend son imperméable et en même temps sort son revolver, il tire, tue Galibert, blesse ses adjoints Gouzier et Gibeaux et s'enfuit.

On peut considérer que cet acte va cristalliser les tensions existant à propos de l'affaire Ben Barka. Pressions, ralentissements de l'enquête, dissimulation de dossier, des noms apparaissent puis disparaissent ; des révélations sur la façon dont l'enlèvement fut préparé par des membres du SDECE et exécuté par des truands Le Ny, Boucheseiche, Palisse, Dubail et dirigé par l'avocat gaulliste Lemarchand contribuent à accentuer le malaise. Cette bavure, certains flics vont s'en servir pour démarrer une lutte contre les truands bénéficiant d'une quasi impunité du fait de leurs activités au sein de réseaux parallèles.

Christian David le meurtrier est recherché sérieusement, il se cachera chez les Guérini, illustre bande de malfrats de la région marseillaise.

— tandis que les flics vont déchaîner leur zèle contre celui qui a abrité l'assassin du commissaire Galibert, ils vont chercher à faire tomber Guérini en profitant de la moindre petite affaire qui sera un règlement de compte minable du « milieu », en effet, dès le moment où elle refusait de donner des informations, la bande signait sa condamnation.

Le « beau Serge » arrivé en Amérique du Sud les premiers contacts sont pris avec le « milieu » qui connaissait ses antécédents, le choisit pour mettre sur pied un réseau de trafic de drogue et implanter une base au Brésil. Habitué à une couverture politique il recherche en même temps les anciennes barbouzes de Ponchardier et Lemarchand *. Ceux qui sont complètement grillés en Europe et qui continuent leur travail d'homme de main en Amérique Latine.

Rapidement accepté, Christian David aurait participé à la police politique argentine et contribué au démantèlement d'une section de Tupamaros en Uruguay. Ce qui lui permettra d'avoir un passe-droit pour son trafic de drogue et la construction d'une filière dans toute l'Amérique du Sud.

— sous le nom de Carlos Eduardo Devrieux Bergeret, il lui est établi un passeport diplomatique argentin. Il installe une base d'un port et d'un aéroport clandestin au Brésil.

Pourtant, rapidement les gouvernements qui pour récompenser les services de ces hommes leurs laissaient les mains libres, vont être mis en demeure par les USA de laisser libre cours à l'action des agents du Narcotic Bureau sur leur territoire. Ceux-ci peu à peu découvriront les noms de ceux qui animent les filières de la drogue destinée à l'Amérique.



SERVICE D'ACTION CIVIQUE

5, RUE DE SOLFERINO - PARIS VII^e

MEMBRE ACTIF

RICHARD JIQUEL - 34 144

LE SECRETAIRE GENERAL

La carte de la présente année est seule valable.

recto verso... sans commentaires

Le titulaire de la présente carte s'engage sur l'honneur à apporter inconditionnellement son soutien à la poursuite des objectifs définis par le Général de Gaulle.

Cette carte étant strictement personnelle, le porteur devra être en mesure de justifier de son identité.

L'affaire Mattei *, l'affaire Delouette, les découvertes du Narcotic Bureau, les vieilles rivalités font que rapidement les Américains dénonceront ceux qui sous couvert du SDECE ou du SAC se livrent au commerce de la drogue. Les révélations sont aussi politiques que les raisons qui font que Christian David alias le « beau Serge » vient de se faire arrêter, les réseaux de police parallèles gaullistes et leurs membres sont en train d'être liquidés nationalement et internationalement.

* Ponchardier Barberot ambassadeur en Amérique Latine de 65 à 68.

* Mattéi : ex-responsable du SO du RPF avec Frey-Comiti. Ancien patron du SAC de Grenoble, abattu en 68 par des « inconnus ». En novembre 69, Marie Bonnet, sa « dame », se fait prendre à Cannes avec 50 kg d'héroïne.

Chauffeur de Pompidou après un meeting à Grenoble, en 67, patron du bar « Le Gobelet ».

une affaire d'Etat : L'ETEC

« C'est une affaire d'Etat, c'est tout ce que je puis vous dire, une histoire qui va prendre un développement énorme »

le juge Michard (samedi 11 septembre 1971)

Charles Lascorz, dit « M. Charly », ancien barman, vider, gérant ou patron de « clandé », fasciste, rapidement attiré par les primes que touchent les barbouzes, passe à la lutte anti-OAS. Cette lutte terminée, conscient de l'impunité dont il bénéficie en travaillant sous les ordres de *Frey, Barberot, Lemarchand*, il arrivera à la fin de la guerre d'Algérie à se faire communiquer les noms des Européens rapatriés. Il va les voir, leur promet contre un coquet défraiement d'« arranger » les rapatriements de capitaux en France. Mais rien ne vient. « Charly » continue, certains se plaignent, il menace : « si vous portez plainte, je vous fait inculper pour les trafics auxquels vous vous êtes livrés ».

Puis, il gèrera certains hôtels, s'occupant probablement d'autres tâches car en mai 68 on lui confiera, ainsi qu'à Charles Pasqua, l'organisation de la manifestation gaulliste du 30 mai.

Puis on lui confie la reconstruction des sections du SAC dans le Sud-Ouest, il est nommé délégué général pour cette province. Rompu aux méthodes expéditives, il monte des groupes d'intervention anti-gauchistes, 70 hommes, 200 F par tête et par jour. Un homme le seconde, Gilbert Le Cavalier, un chef les dirige : Bob Dénard, un ancien mercenaire du Congo...

L'élection de Pompidou entraîne le vidage des « militants » les plus compromis par les « bavures ». Il est exclu. Rapidement repris en mains par ceux qui contestent ces épurations, il est chargé de retrouver l'avocat Guy Marrot, poursuivi pour chèques sans provision, mais surtout pour les secrets qu'il détient. Il confie cette mission à Gilbert Le Cavalier qui le retrouvera en Espagne, lui fera passer la frontière avec la carte d'identité du frère de « Charly » et le remettra à la police qui se charge, après deux mois de prison, de l'empêcher d'être si bavard.

Charly va plus tard se charger de récupérer les archives du SAC, planquées par Jean-Marie Tiné, ex-secrétaire général du SAC, ex-exclu et principal animateur d'une tendance de dissidents qui se regroupe pour construire un mouvement plus dur. Il y a beaucoup de documents intéressants dans cette malle, les RG, la DST s'en occupent. Le Cavalier en récupère une partie.

Jean-Marie Tiné meurt, Charles Lascorz, exclu lui aussi, se voit confier la constitution d'une couverture commerciale chargée de récolter l'argent nécessaire à la constitution de ce Service Action, composé de la fraction évincée du SAC, parce que le pouvoir sait que, de Debré à Lemarchand, de 58 à 62, certains comprennent le genre de services que peut rendre un tel réseau.

Mais Charly est devenu méfiant et malin. Il va se chercher une équipe, profiter de cette couverture politique pour réaliser ses propres actions. Les différents services de police, après avoir tiré le maximum de cette entreprise, vont la liquider, infligeant un nouveau coup à ceux qui placent leurs espoirs dans un réseau doublant la police officielle.

Charly était méfiant : il s'était mis à son propre compte.

Charly était malin, il s'était servi de ses couvertures politiques pour ses activités.

Mais il a oublié que ce n'est pas aux vieux singes qu'on apprend à faire des grimaces...

Cette leçon, c'est en correctionnelle qu'il la tirera, fin 71. Nous sommes encore en 70.

En 1970, on réunit l'équipe :

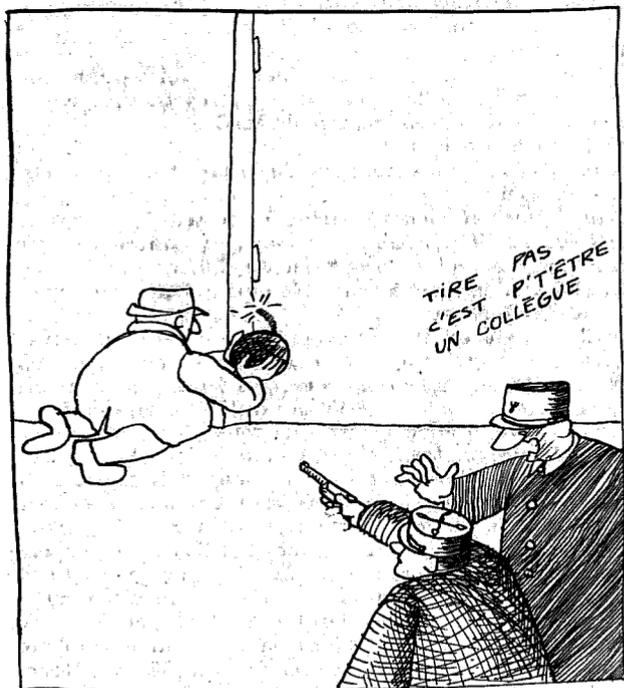
Panigel René, 53 ans, 1,85 mètre, cheveux argentés, il a de très bonnes relations avec les notables de la région Alpes-Méditerranée où il est inspecteur de la firme Citroën. Il monte la SOFIDEL, entreprise de carrelage, mais il s'occupe plus d'autres activités, car il est *responsable national* du SAC et entrevoit la possibilité de marchés plus fructueux.

Il participe à la mise en place de la société SETEC, prend part à ses activités, détient 25 % des parts.

Arrêté en 71, il déclarera que le régime pénitentiaire lui est particulièrement pénible vu son état cardiaque, il affirme ne s'être pas comporté en maître-chanteur, mais en homme d'affaire !!

Courbet, ancien secrétaire général-adjoint du SAC, conservateur de musée. Il est nommé gérant de la Société d'Etudes Techniques, Economiques et Commerciales (SETEC) et secrétaire de l'« ordre souverain et militaire du temple de Jérusalem », il détient 25 % des parts. Il va servir de contact entre Claude Lipsky, patron du Patrimoine Foncier, et Lemarchand, pour l'achat de 44 658 tonnes de barbelés au domaine, c'est-à-dire à l'Etat, « Charly » précisait le marché, le montant devant être versé à la SETEC : 10 dollars par tonne, soient en tout 3 millions de nouveaux francs. Une entrevue eut lieu entre Lemarchand, Lipsky, Courbet, « Charly ». Devant le peu d'enthousiasme du PDG, la bande le menaça de le descendre « à la cave » et de lui « chauffer les pieds ».

Marc Floquet promoteur immobilier, mis en contact avec « Charly » pour fonder la SETEC. Rapidement, il comprend quel type de société il a contribué à fonder, il demande qu'on lui redonne ses 25 % de parts. « Charly » y



consent, le convoque, lui demande de céder ses parts à une de ses protégées, Jacqueline Gayraud. Floquet refuse, on le passe à tabac, très violemment, il cède, il signera tout sans contre-partie. Le patron de la SETEC expliquera plus tard qu'il lui a seulement donné « un coup de téléphone ». Gemine commentera « ils semblaient se griffer et non se battre ».

Ponsot, gerant de la société Darras et Joaet qui est en instance de liquidation financière. Il s'oriente donc vers des affaires qu'il croit plus fructueuses. Il est chargé par Charly qui connaît ses problèmes, de louer un immeuble au 69 avenue de Courcelles, puis on fait comprendre à Ponsot qu'il est temps d'empêcher une descente de la brigade financière à sa société. Un chèque de 30 000 F est payé à la bande, car le PDG espère obtenir des marchés de l'Etat sur une autoroute. Il rentre en contact avec Maître Lemarchand. Ponsot espère faire recouvrer ses créances auprès des services publics avec l'aide de l'avocat. La commission est fixée à 10 % et des dividendes s'engagent pour une éventuelle candidature du chef d'entreprise aux législatives. Rien n'arrive à convaincre Ponsot et on l'oblige à verser 20 000 F, puis 200 000 f à la SETEC. On le menace, il prend peur et demande à Le Cavalier de l'aider. Celui-ci accepte, mais demande 5000 F contre une entrevue avec son patron des RG. Ponsot en voyant la police prend vraiment peur, il prévient les hommes de main de « Charly », l'affaire commence à mal tourner. Les flics vont intervenir, car Le Cavalier insiste de plus en plus sur le fait « qu'on transforme peu à peu un bat politique... en fromage commercial ».

Les hommes de main

Gilbert Bokanoswski que l'on retrouvera plus tard, amène un client à la bande. Un conseiller économique de Tschombé, Vautier, était menacé au sujet d'un trafic de diamants, il a engagé deux gorilles qui le font chanter.

Charly convoque Francis Gémine et Gerard Daric et les convainc de travailler pour lui : l'affaire est réglée.

Francis Gémine, ancien adjudant d'Indochine. Il était gérant de « L'Etable », un restaurant de Versailles fréquenté par les truands et les indicateurs au temps de l'affaire Markovic, membre du SAC.

Gérard Daric, 39 ans, homme de main du SAC.

Roger Paquot, 48 ans, adjoint d'un responsable du SAC, « travaille » dans l'immobilier, connaissance de Charly.

Gérard Phorty et sa femme Micheline, ancien inspecteur des travaux publics, mis à la porte de la SONOCOTRA, il devient propriétaire de « L'Ecole buissonnière », apprend qu'un industriel de Colmar va avoir un contrat, avec la SONOCOTRA. Il en parle à Daric, Gémine et Paquot qui vont aller extorquer 50 000 F au PDG, M. de Wimer.

Gilbert Le Cavalier, il a 16 ans en 1958, il abandonne le dessin industriel pour s'engager dans les paras, puis devient « conseiller technique » en Afrique. Une des recrues de Foccart, comme François Duprat à la même époque. De retour en France, il se met à la disposition d'organisations d'extrême-droite, car il est payé comme « correspondant » par les services secrets de l'Etat gaulliste. Mai 68, ses talents sont employés au SAC, il participe à la mise en place de groupes d'intervention anti-gauchistes, participe à une série d'opérations. Il est chargé par la préfecture de suivre les SAC dissidents. Il est employé comme dirigeant de Service d'Ordre à une manifestation CFT en 1970 aux Invalides. Il s'infiltré dans la SETEC s'occupera du service renseignements dans cette curieuse société. Il fiche gauchiste et extrémiste de droite, d'autant plus facilement qu'il rentre à l'Ordre Nouveau et en devient rapidement un cadre de service d'ordre, protégé par François Duprat. Les fichiers sont retransmis aux RG et à Lemarchand, un exemplaire est transmis à la DST par Gémine, antenne de ce service à la SETEC. Donc, dès le début, les flics sont au courant de tout, les flics laissent faire.



Gilbert Le Cavalier, homme de main de l'ETEC, indicateur de police, organisant le service d'ordre d'Ordre Nouveau lors du meeting du Palais des Sports

Les amis, les appuis

Foccart, par ses contacts avec Le Cavalier et la façon dont il peut le suivre par l'intermédiaire de Lemarchand, réfère de la progression de la SETEC à Debré.

Lemarchand : des 10 dollars de Lipsky aux 10 % de Ponsot. Il ajoute à ses talents d'intermédiaire ceux d'escroc pour financer un cabinet qui doit gérer tant de dossiers. Il y a aussi un chargé de mission au cabinet Chaban-Delmas, « démissionné » depuis, une dame collaboratrice d'un ministre en vue, chargée des liaisons avec les parallèles, un colonel en activité.

Un but

Constituer une société qui est chargée de monnayer un réseau dissident.

— L'entraînement d'une centaine de militants par les spécialistes du SDECE.

— Le fichage des militants gauchistes.

— La constitution d'un groupe politique, l'Union pour la Défense des Libertés et du Droit, confiée à Gilbert Bokanowski qui a comme lieutenant le cadre de réserve Roger Trinquier, spécialiste de la guerre anti-subversive — il prépare une brochure interne à cette organisation : « G.erre subversive : l'enjeu c'est l'habitant ».

Quant à Jean-Claude Nourry, il démissionne un peu trop rapidement d'Ordre Nouveau pour mettre ses talents à la disposition de l'UDLP et écrira une brochure sur « l'infiltration gauchiste dans les entreprises ».

Puis, pour asseoir définitivement la crédibilité d'un tel groupe : des feuilles à en-tête du ministère de l'Intérieur, de la PP, de la PJ, de la Défense Nationale, des rapports de la Sécurité Militaire, des cachets officiels, enfin tout était prêt...

Mais Lascorz se joue trop cyniquement de la police officielle, qui, renseignée depuis longtemps, avait installé des micros dans les bureaux de la SETEC et photographiait toutes les allées et venues. Le clan Pompidou-Marcellin décide de liquider ce qui n'a que trop duré, une entreprise où les limites entre l'escroquerie et la politique ne sont plus discernables. Autant éviter des bavures que la situation n'impose pas, autant casser la construction d'une organisation « gaulliste » dissidente.

La PJ va arrêter Ponsot, ils vont l'obliger à porter plainte, ainsi on brade une affaire dont la gérance devenait de moins en moins sûre.

Mais tous ces gens savent des choses, beaucoup de choses, on les arrête lentement, on les condamne en pleines vacances, à la va-vite, sans instruire un seul point politique.

On oublie la secte de « l'Ordre souverain et militaire du temple de Jérusalem » qui, sous la direction du général Zdrojewski veut lancer une nouvelle croisade contre la révolution en général et les gauchistes en particulier, en liaison avec la « Grand Loge Nationale de France » ordre maçonnique d'extrême-droite dont un des représentants est le Préfet Baylot.

— On oublie les amitiés louches de Lascorz avec Jean François Hilari Morazzani et Rocqui Pasqualini arrêté pour trafic de drogue

— On passe sur l'entraînement aux armes à feu dans les locaux de la police à Versailles au stand de tir.

— On ne citera jamais G. Jeantet (cagoulard, chargé de mission au cabinet de Pétain, il est membre du Conseil National d'Ordre Nouveau)

— On oublie l'assassinat de Coutant, un ancien « copain » de Charly, il sera trouvé mort à 200 km de chez lui.

— On ne parle à aucun moment de la présence de « Charly » sur invitation au 1er meeting d'Ordre Nouveau.

— On ne parle plus de l'autorisation implicite qu'avait la bande, car les flics étaient au courant depuis le début...

— On cache, on dissimule, on enterre... !

un 5 juin au quartier latin

Ce samedi-là, le 5 juin, vers 18h 30, une quantité importante de flics en civil investit le quartier. Ils sont habillés en sportifs, blousons et chaussures de tennis, ils ont entre 25 et 40 ans.

« De ce car est descendu un policier en civil qui a été rejoint par six autres en civil, beaucoup portaient des blousons de cuir, ils avaient des chemises ouvertes, sans cravate, et des baskets... L'un d'eux faisait admirer son déguisement aux policiers en tenue et plaisantait même avec un gradé en uniforme... »

témoignage de Jean F., étudiant

A 21h 45, ils enlèvent les plaques d'autobus, brisent des vitres, jettent des tables contre le St Séverin.

A 21h 50, ils attaquent le tabac St Michel.

A 23h 30, ils brisent les vitrines de plusieurs magasins et pillent des étalages. L'initiateur est un homme bien habillé armé d'une barre de fer.

Certains de ces hommes ont été revus plus tard, discutant familièrement avec des policiers en tenue.

Pendant le pillage, pas un seul flic en uniforme n'est en vue, jusqu'au moment où, tard dans la nuit, ils interviennent et arrêtent plusieurs dizaines de personnes étrangères au pillage.

Après ces événements, « Minute » en profitera pour appeler à s'armer contre les voyous gauchistes !

Depuis, tous les samedis soirs, le Quartier Latin est investi par les hommes de Marcellin, casqués, matraques dans la manche, mousqueton sur l'épaule.

Marcellin réalisait ainsi une triple opération :

— faire accréditer la thèse selon laquelle, quand la police n'est pas là, c'est l'anarchie et le vandalisme dans Paris.

« Ce qu'il n'est pas possible d'éviter, ce sont les incidents violents de courte durée, car la police, quels que soient ses effectifs, ne peut être partout, et cela est vrai dans toutes les démocraties occidentales. Les peines infligées par la justice serviront d'exemples et ramèneront progressivement le calme. Seule l'impunité encourage les violents ».

*Discours d'ouverture à la session
du conseil général du Morbihan, le 4 juin 71.*

— faire défiler ses troupes au quartier latin tous les samedis soirs pour défendre « l'ordre républicain » habituer la population à leur présence massive et empêcher toute vente de la presse révolutionnaire,

— retourner la population contre les révolutionnaires en les faisant passer pour des délinquants en mal de bris de vitres.

Les hommes qui ont si bien servi la cause de Marcellin n'appartenaient-ils pas à l'ETEC ?

Le quadrillage du quartier latin n'est en fait qu'une répétition générale pour les grandes manœuvres futures du sieur Marcellin qui met aujourd'hui en place des « ilôtiers » : flics chargés de se répartir quasiment immeuble par immeuble la surveillance des quartiers.

Et il n'est pas rare de rencontrer la nuit dans Paris des patrouilles (camions, herses, mitraillettes) pour contrôler les identités, fichier, fouiller les voitures. Marcellin nous prépare un bel avenir !

*Certains faits et témoignages proviennent de la brochure « Z provocation »,
supplément de La Cause du Peuple-J'accuse, juin 1971.*



CFT fasciste

Après la crise révolutionnaire et la scission de la CGT de 1945, réapparaissent les « syndicats indépendants ».

(Dès 1889 apparurent en France des syndicats jaunes appelés ainsi à cause de l'emblème qu'ils s'étaient choisi : le genêt jaune. La tentative de création de ces syndicats sera soutenue par le colonel de la *Rocque* puis par *Pétain* dans sa Charte du Travail).

En 1947, la création du Comité Général des syndicats « indépendants » qui regroupe des hommes de trois courants :

- des renégats communistes : Sulpice Dewez, Parsal,
- d'anciens pétainistes,
- des membres du RPF dont Jacques *Baumel*, alors secrétaire général du

RPF.

En 1952, le Comité scissionne en différentes confédérations :

- Confédération Française Syndicale TRAVAIL ET LIBERTE (CFSTL), animée par les anciens de la Charte du Travail sous Vichy,
- Confédération Française des Syndicats Indépendants (CFSI), animée par *Delarue*, proche du commissaire *Dides*, animateur du réseau fasciste de la police parisienne,
- Syndicat SIMCA, animé par Raymond *Jacquet*, ancien du service d'ordre RPF.

En 1959, ces différents syndicats fascistes se regroupent pour créer la Confédération Française du Travail (CFT).

D'anciens groupes de chocs, des collabos de l'occupation, des gaullistes « durs » se côtoient au sein de la CFT.

Deux dirigeants du syndicat *Simca* deviendront députés UNR au début de la Vème République : Robert *Salmejeane* et Jean *Bernasconi*.

Plus tard, les indépendants côtoieront l'OAS.

Aujourd'hui, la CFT a le soutien actif d'un ministre du gouvernement, Jean Charbonnel qui réclame sa représentativité, des députés de la majorité Bouchacourt (UDR) et Alain Griotteray (Républicains Indépendants).

La CFT est en relation avec le syndicat néo-fasciste italien CISNAL et les syndicats franquistes.

Christian Poncelet (sous-ministre d'Edgar Faure aux affaires sociales) assure à Simakis (secrétaire général de la CFT) qu'il a pris note de la demande de Tomasini et qu'il fera « avec persévérance en sorte d'obtenir la reconnaissance de la représentativité de la CFT (lettre du 14 décembre 71).

L'ancien président de la CFT, Driot, fut volontaire de l'armée franquiste, membre du « Service d'Ordre Légionnaire » de Joseph Darnand, chef de la Milice (Driot et Simakis étaient en 1960 au colloque de Vincennes qui réunissait les partisans de l'Algérie française).



Jacques de Montalais (journaliste de la Nation) écrivait en 1970 : « de brillants résultats tous récents de la CFT plaident en faveur de sa reconnaissance, bien qu'ils soient encore insuffisants pour l'obtenir ».

La CFT est avant tout anti-communiste, pour l'« apolitisme » fascisant et musclé, pour la collaboration de classes.

Elle veut rendre à l'homme sa « dignité ».

Elle se dresse contre la désagrégation sociale.

Elle veut être le défenseur des « piliers » de la société : Travail, Famille, Patrie (la famille est pour la CFT la gardienne morale de notre civilisation...).

Elle est contre le capitalisme libéral, la technocratie apatride, pour le travail et la « liberté ».

Voilà quelques bases politiques de cette organisation fasciste qu'est la CFT.

Elle répond présent partout où le patronat fait appel à ses services. Lorsqu'il s'agit d'écraser les syndicats ouvriers, de soumettre les travailleurs à la volonté des patrons, d'empêcher les militants révolutionnaires de faire leur propagande. Lorsqu'il s'agit de casser une grève au nom de la « liberté du travail » comme à UGECO à Nantes comme aux Nouvelles Galeries de Thionville...

Elle répond présent à coup de barres de fer, de terreur et de chantage, elle établit des listes noires dans les entreprises, elle effectue des purges avant les élections professionnelles et contrôle ces mêmes élections.

Elle oblige les travailleurs notamment les immigrés à adhérer à la CFT, quand cette adhésion correspond à la possibilité de travailler dans l'entreprise. Elle répond présent en imprimant de faux tracts révolutionnaires pour discréditer l'extrême-gauche aux yeux des ouvriers et des militants syndicalistes (faux « Citroën Rouge », faux « Internationale », feuilles de la Ligue et de l'AMR à Citroën).

La CFT a le soutien des flics pour continuer en toute impunité ses actions fascistes à l'extérieur de l'entreprise (Issy-les-Moulineaux, Rennes, Caen...).

Actuellement, la CFT ne regroupe que 1,8 % des travailleurs syndiqués. Elle repose sur des nervis chèrement payés par le patronat (plus de 5000 F par mois).

Être conscient que ces chiens fascistes de la CFT ne représentent pas grand chose, et surtout pas les travailleurs, comme voudrait nous le faire croire la majorité au pouvoir, ne veut pas dire pour autant que l'on doit croiser les bras et laisser faaire.

Au renforcement marcellinesque de l'appareil policier en France correspond à l'intérieur de l'entreprise la mise en place d'un « syndicat » musclé à la solde des patrons inquiets de la combativité du mouvement ouvrier.

A nous d'avancer les mots d'ordre

- d'auto-défense ouvrière contre les bandes armées du capital,
- de protection des distributions des militants ouvriers devant les entreprises (comme cela a été fait aux usines Citroën à Rennes).

A nous de dénoncer la démagogie et la terreur fasciste qui se cachent derrière « l'apolitisme » de la CFT.

Unité de toutes les organisations ouvrières, politiques et syndicales contre la CFT FASCISTE !

à Issy-les-Moulineaux

LES METHODES DES SECTIONS D'ASSAUT NAZIES

6 Rue Jeanne d'Arc à Issy-les-Moulineaux, des travailleurs immigrés yougoslaves occupent leur immeuble. Dans la nuit du 13 au 14 juillet 1972, un bal est organisé. Une cinquantaine de nervis fascistes de la CFT attaque, ils sont armés de barres de fer, bombes lacrymogènes révolvers d'alarme, etc...

Ils tentent de pénétrer dans l'immeuble mais sont repoussés par les occupants et poursuivis jusqu'à l'usine Citroën 15ème dans laquelle ils se réfugient.

Pourtant, ils réussissent à enlever deux jeunes filles dans un fourgon Citroën. Les yeux bandés, elles sont brutalisées, deshabillées, l'une d'entre elles sera violée par trois des nervis fascistes de la CFT, celle-ci dont le bandeau a glissé a pu décrire les lieux :

« J'ai aperçu une grande cour pleine de voitures et de fourgonnettes Citroën ».

Les séquestrations et le viol ont certainement eu lieu dans la cour de l'usine Citroën 15ème !

Pendant ce temps, deux nervis sont retenus par des occupants de l'immeuble, rue Jeanne d'Arc, ils sont connus pour leur appartenance à la CFT Citroën :

— ANTONIO MARTIN MAGALHAES

tôlier P1 à Javel,

il portait sur lui sa carte CFT (carte N° 5 345, délivrée en janvier 69).

Il a reconnu avoir fait partie des commandos : mon chef d'équipe m'a dit : prend une barre et vient avec nous » a-t-il déclaré. Il a reçu pour cette agression la somme de 300 F.

— ANTOINE DIAZ

chef d'équipe à l'atelier de « ferrage » à Citroën Javel,
il portait sur lui deux grenades lacrymogènes.

Ils ont été emmenés tous les deux en cortège, avec des pancartes autour
du cou (fascistes — CFT — Citroën) au commissariat d'Issy, le 14 juillet dans
l'après-midi, ils ont été mis en liberté.

Alors que ceux qui les ont conduits au commissariat ont été inculpés
pour coups et blessures. Il aura fallu attendre plus de 4 mois et une lettre
ouverte écrite au Monde par celle qui fut violée par les nervis pour voir la
justice se mettre en branle et inculper Magalhaes, Diaz, Pansart...

Ils sont en liberté, en liberté de continuer leurs exactions avec les
50 nervis du 13 juillet.

CFT FASCISTE !



I'UNI

(UNION NATIONALE INTER-UNIVERSITAIRE)

Groupe qui se voulait le grand rassembleur de ceux qui, après mai 68, considéraient qu'il ne suffisait plus de faire de la présence dans les sections de la fédération Armand (parents d'élèves), que c'était trop peu d'être syndiqué au SNALC et militant des CDR d'être un adhérent lycéen d'une UJP fantomatique. Pour lutter contre la « marxisation » de l'université, car notre enseignement est en complet état de pourrissement, ce qui met en péril la France et notre civilisation occidentale.

Mais heureusement, l'UNI, qui se définit comme the big mister propre des années 72, est là.

Extrait d'un tract distribué à Henri IV par l'UNI :

« Que faire pour lutter contre une telle nuisance ? Quel remède employer ? Seul le détergent UNI s'est révélé efficace. Il se présente sous la forme d'une poudre blanche et inodore ; il contient une force de propreté exceptionnelle, contenue dans ses petits grains bleus (sic !).

Mode d'emploi de l'UNI :

— saupoudrer régulièrement d'UNI les manches des vêtements, de préférence une ou deux fois par semaine à 8h 20,

— ne pas hésiter à employer des doses massives d'UNI sur les AG (amas de graisse), importantes concentrations de crasse et de saleté,

— en outre, procéder régulièrement à des opérations de nettoyage dans les habits où la saleté s'est accumulée. Pour cela, ôter les taches d'un vigoureux coup de brosse et saupoudrer abondamment d'enzymes UNI les parties frottées »...

Ramassis d'imbéciles peu implantés, l'UNI ne peut plus que faire appel aux membres des CDR pour faire diffuser ses tracts. Et ils n'ont qu'un recours devant la colère des lycéens : se réfugier derrière la bien rassurante impunité que leur accorde la police.

Car l'UNI pour le pouvoir pourrait devenir un moyen de lutte anti-gauchiste beaucoup plus maniable que n'importe quel groupuscule nazi. Directement contrôlé par des « cadres » de l'UJP, son champ d'action étant relativement restreint, il présente moins de risques d'autonomisation.

Mais le réel problème posé aux « penseurs » du 85 Boulevard de Port-Royal (13ème), c'est de découvrir après la poudre à récurer anti-gauchiste, une potion miracle, genre eau de jouvence, pour rajeunir ses militants de choc style SAC, plus une eau de cologne ou un parfum dissimulant aux lycéens leur odeur nauséabonde de mouchards et de flics payés par l'UDR.

UNION NATIONALE INTER-UNIVERSITAIRE

85 boulevard de Port-Royal Paris 13e Tél. 707.13.66

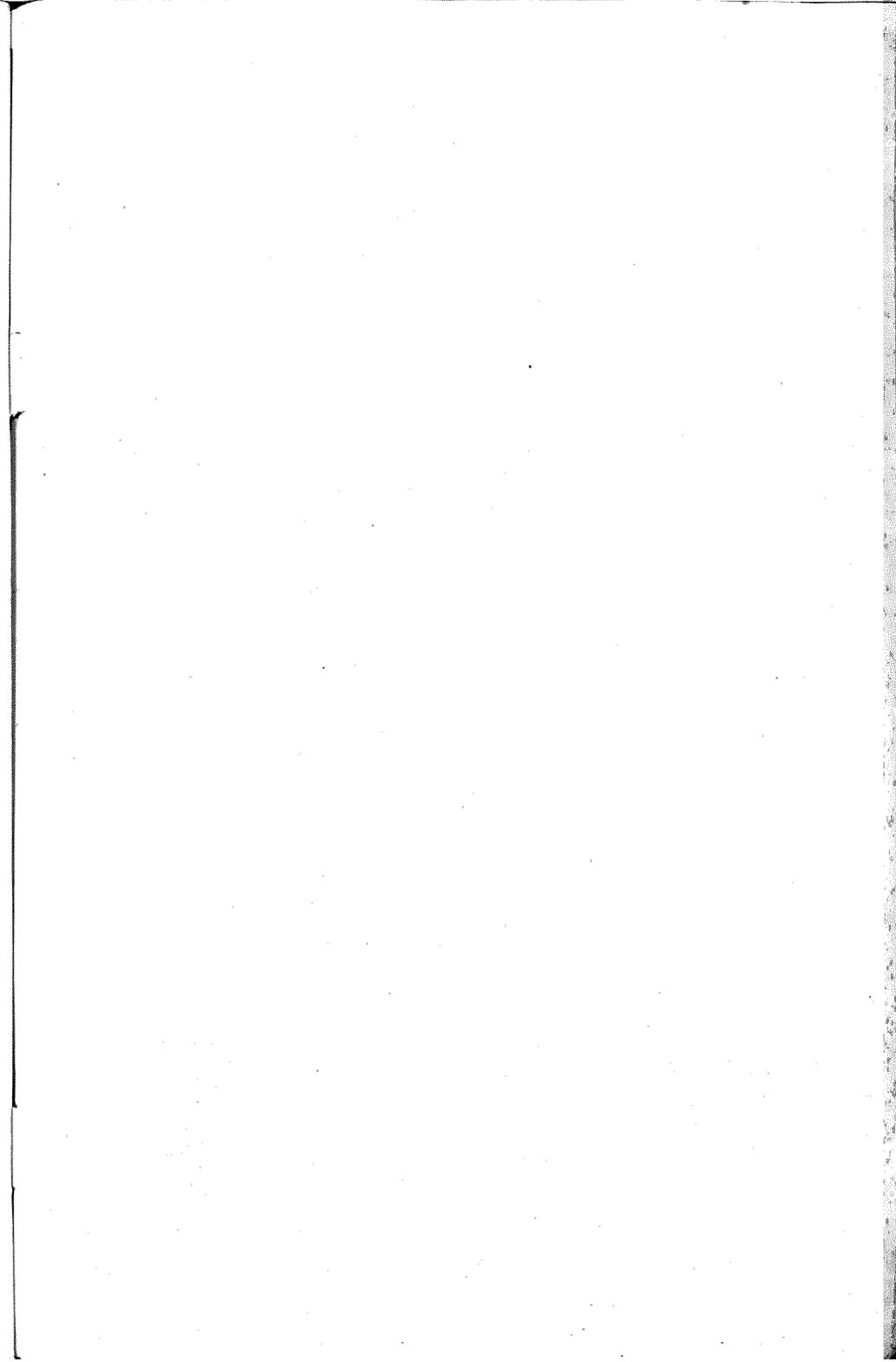
carte N° P I339

nom BRUNEL

prénom Jacques

adresse 8 rue de Quatrefoies. PARIS 5°

UNION NATIONALE INTER-UNIVERSITAIRE



1.

UN ÉTAT FORT DES FAIBLES DES FAIBLESSES DE SES ENNEMIS

I.- De 1946 à 1973 :
le développement des « bandes parallèles »
RPF, UDCA, OAS, SAC, CDR, CFT, etc...

II.- Quelques biographies et dossiers :

- Raymond Marcellin
- Foccart
- Mme Lemarchand
- L'affaire de l'ETEC
- L'affaire Christian David
- Un 5 juin au Quartier Latin
- L'UNI
- La CFT...

2.

LA PESTE BRUNE L'IDÉOLOGIE FASCISTE

I.- Ordre Nouveau :
son histoire,
celle de son prédécesseur « Occident »,
ses dirigeants et amis
(Duprat, Robert, Holleindre, Susini, Le Pen,
Brigneau),
ses liaisons internationales,
ses meilleurs textes.

II.- Le Front National

III.- Dossiers :
Les groupuscules de l'extrême droite

IV.- Le calendrier du fascisme

Conclusion :
L'anti-fascisme révolutionnaire

ligue communiste

Supplément à Rouge 191. Imprimerie Typofset.

10 impasse Guéménée Paris 4.

4.fr.

document rouge 23-24